



CHANGER DE VIE AVEC KATIMAVIK E2-3

Pour Nicolas Émond, l'école, c'est trop abstrait, l'avenir de ceux que ça ennue est dans le voyage

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE LUNDI 9 AVRIL 2001

www.lesoleil.com

Le dos de l'EXTRA
C'EST PAYANT
avec
L'EXTRA
NUMÉRO
LE SOLEIL

SHAWINIGATE

Une nouvelle demande d'enquête

■ MONTRÉAL (PC) — L'un des protagonistes du feuilleton de l'Auberge Grand-Mère, François Beaudoin, réclame à son tour une enquête publique dans le dossier, ce qui fait croître la pression sur le premier ministre Jean Chrétien, lequel a toujours refusé la tenue d'une telle enquête.

Samedi, à la suite d'une requête des procureurs de la Banque de Développement du Canada (BDC), des huissiers se sont présentés aux résidences principale et secondaire de M. Beaudoin, ainsi qu'à son lieu de travail. Ils y ont saisi des documents que l'ancien président de la BDC « n'aurait pas dû avoir en sa possession », soutient l'un des avocats de la Banque, Éric Simard.

Il s'agit de documents confidentiels qui concernent des clients de la BDC, y compris l'Auberge Grand-Mère. François Beaudoin a mentionné qu'il détenait ces documents le 16 mars dernier, lors d'un interrogatoire dans le cadre du litige qui l'oppose à la BDC.

C'est M. Beaudoin qui a ramené dans l'actualité l'affaire de l'Auberge Grand-

M. Beaudoin a ramené le dossier dans l'actualité

Mère l'automne dernier. Dans une poursuite qu'il a déposée en Cour supérieure contre son ancien employeur, celui qui fut président de la Banque de développement du Canada (BDC) de 1993 à 1999 affirme que peu avant son départ, ses fonctions ont été « significativement réduites » parce qu'il a suggéré que la BDC rappelle le prêt de 615 000 \$ accordé pour l'Auberge Grand-Mère.

Or, le premier ministre Chrétien avait dû admettre, lors de la dernière campagne électorale, qu'il avait contacté François Beaudoin afin de l'inciter à accorder ce prêt, destiné à une auberge dans laquelle il a déjà eu des intérêts et qui appartient désormais à son ami et ancien associé Yvon Duhaime.

Depuis le début de 1999, les partis d'opposition à la Chambre des communes allèguent que M. Chrétien est dans une situation apparente de conflit d'intérêts puisqu'il a déjà été copropriétaire du golf adjacent et que c'est grâce à son influence que M. Duhaime aurait eu droit à l'aide

Voir ENQUÊTE en A 2 ►

NOUVELLE LOI ANTIGANG. LES MOTARDS SE FERONT PLUS DISCRETS...



Lauberivière, d'ombre et de lumière



Les gens de Lauberivière vont se faire dire qu'ils ont copié l'Accueil Bonneau. « Pourquoi ne pas répéter les bonnes recettes éprouvées ailleurs, quand notre but est d'aider et de mobiliser des gars amochés par la vie? »

« Des gars cessent de boire pour chanter dans la chorale »

ALAIN BOUCHARD
ABouchard@lesoleil.com

QUÉBEC — « Des gens cessent de boire pour chanter dans la chorale... »

C'est Éric Boulay qui raconte, des trémolos dans la voix. Le jeune homme est préposé à l'accueil des hommes

à la Maison de Lauberivière pour vagabonds et sans-abri, en basse-ville de Québec. Le refuge reçoit aussi des femmes.

Devant nous, avec l'enseignante retraitée Mireille Maltais au clavier et à la baguette, Daniel, Denis, Martin, Gaston, Gilles, Alain et Michel entonnent *Quand les hommes vivront*

d'amour de Raymond Lévesque, comme s'ils chantaient au Stade olympique, comme si c'était l'ultime spectacle de leur vie, comme s'ils portaient tout l'espoir de la terre entière sur leurs épaules.

« Moi, j'essaie d'y aller avec mesure,

Voir CHORALE en A 2 ►

Bombardier dans le chantier de Buenos Aires

Ghislaine Rheault termine aujourd'hui sa série sur l'Argentine en abordant le thème de l'économie. Ces textes s'inscrivent dans le cadre des grands reportages que LE SOLEIL présente en collaboration avec La Presse sur le Sommet des Amériques. Les journalistes Gilles Paquin, Monique Giguère, Ghislaine Rheault et Sophie Cousineau, dépêchés en Amérique centrale et en Amérique du Sud, nous décrivent, depuis la fin mars et jusqu'au 21 avril, le vécu de ces pays invités à se joindre à une nouvelle zone de libre-échange couvrant les hémisphères.

te 35 000, prétendent les chauffeurs. Ce qui comprend les voitures en règle, qui font tourner le taximètre. Et les délinquants, la « mafia » dont on nous conseille partout de nous méfier.

Voir BOMBARDIER en A 2 ►

AUTRES TEXTES

□ Un clou dans le cercueil Page A 9
□ S'endetter en \$US Page A 10

DERNIER DE TROIS

Au réveil, les 12 millions d'habitants de Buenos Aires et de sa banlieue ont appris que les tarifs du transport en commun allaient augmenter à minuit. Plus de 10 % de plus dans les bus qu'on appelle joliment *colectivos* où le prix du billet passe de 70 à 80 centavos. Et de 60 à 70 centavos dans le métro (*subte*). Ils sont résignés. Pas le choix. Sans *colectivos*, la ville est paralysée.

À l'heure de pointe, les boulevards sont congestionnés. Les trains de banlieue ne suffisent

pas. Dans la capitale, il y a presque un taxi pour deux voitures. On en comp-



Construit en 1913, le métro de Buenos Aires a été le premier de l'hémisphère. Il n'est pas climatisé. On y suffoque même en hiver. La ligne A est parcourue de vieux wagons de bois. Un attrait touristique!



Ghislaine Rheault

GRheault@lesoleil.com

LE SOLEIL EN ARGENTINE

MERCIER

Les absents, la donnée gagnante

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

MONTRÉAL — Les absents ont peut-être tort. Mais ce sont eux qui risquent de désigner, aujourd'hui, le prochain député de Mercier à l'Assemblée nationale. Comme à chaque élection complémentaire, les yeux des observateurs et des partisans seront fixés sur le taux de participation.

Mercredi, le meneur de l'Action démocratique du Québec anticipait déjà les problèmes que cela risque de poser à son candidat André Larocque.

Une participation mitigée, a fait valoir Mario Dumont, « c'est le pire ennemi des citoyens. Plus on se dirige dans cette trajectoire, plus ça devient une boîte à surprise » pour ce qui est de trouver un successeur au péquiste Robert Perreault.

Mais c'est surtout le PQ qui s'en inquiète. En 1998, il a remporté la victoire

Voir ABSENTS en A 2 ►

AUJOURD'HUI

Sports

Le maître! Tiger Woods, qui d'autre, a réalisé le plus grand exploit de l'histoire moderne du golf en remportant le tournoi des Maîtres et en réussissant du coup à mettre la main sur tous les trophées de la série du grand chelem.



Pages E 16, 30 et 31

Argent

Les symboles de l'uniformisation de la culture mondiale. La plupart des plus grandes sociétés sont américaines, mais leurs revenus — et leurs profits! — proviennent surtout de l'étranger. Page B 1

Arts

Fin de bail pour 4 et demi. Une longue histoire d'amour avec le public prend fin ce soir. Page E 5

LA MÉTÉO



Maximum 6, minimum -1
Nuageux avec éclaircies. Demain: nuageux. Détails page E 32

Accumulation de neige (à 13 h hier)
Ce mois-ci: 1,2 cm Can dernier: 7 cm
Cet hiver: 276,9 cm L'hiver dernier: 248,1 cm

QUÉBEC,
105^e ANNÉE, N° 101
FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTRÉAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES

65¢ PLUS TAXES 6 27657 00071 1

GUCCI

lunettes

maranda
OPTOMÉTRIE & SOINS VISUELS
PLACE LÉVIS 833-1622

ENQUÊTE

Mandat de saisie

Suite de la Une

de la BDC, une société du gouvernement fédéral.

L'opposition soutient que M. Chrétien avait encore des intérêts dans le club de golf quand il est intervenu auprès de M. Beaudoin, et que le prêt accordé par la BDC a pu faire augmenter la valeur de ses actions, s'il les détenait encore. Il y a deux semaines, le conseiller en éthique du gouvernement, Howard Wilson, a rendu public le contrat de vente du golf, qui prouve selon lui que M. Chrétien n'était plus actionnaire du club de golf au moment de son intervention auprès de M. Beaudoin.

La perquisition de samedi chez M. Beaudoin faisait suite à la réception, au quotidien torontois *National Post*, la semaine dernière, de documents confidentiels de la BDC envoyés de façon anonyme. Le journal les a soumis aux dirigeants de la Banque pour avoir leurs commentaires. « Les avocats de la Banque nous ont affirmé que plusieurs documents sont légitimes, mais que l'un d'entre eux est forgé », a confié dimanche soir à *La Presse* l'éditeur adjoint du *National Post*, Ken White. Le quotidien doit publier aujourd'hui le contenu des documents, ce qu'il devait initialement faire samedi.

Selon la requête déposée par les procureurs de la BDC devant le juge, la permission de procéder a été accordée après que le *National Post* eut transmis à la BDC les documents qu'il a reçus.

« En obtenant un mandat de saisie sur cette base, la BDC laisse entendre que je pourrais être à l'origine de (ces) documents, a déclaré M. Beaudoin dans un communiqué diffusé hier soir. Or, je ne suis pas en possession du document dont il est question dans la lettre du *National Post* à la BDC du 6 avril. Je connais de ce document ce qu'en disent les lettres échangées entre le *National Post* et la BDC (...) Je n'ai pas d'autre choix, dans ces circonstances, que de me joindre à ceux qui réclament une enquête publique, seul moyen de faire la lumière complète et de me défendre contre les doutes et les soupçons que de telles allégations font peser sur mon intégrité personnelle et professionnelle. »

CHORALE

Très beau texte

Suite de la Une

confie Mireille. Mais eux, ils vont très vite ! »

Lauberivière aura elle aussi sa chorale. Qui s'appellera Le Chœur Ombre/Lumière sur la foi d'un très beau texte du schizophrène Denis. « J'ai toujours voulu chanter dans la vie, y dit-il. Cette histoire est un rêve. »

COPIER L'ACCUEIL BONNEAU

Elle va se faire accuser de copier l'Accueil Bonneau de Montréal ? « J'espère ! lance Éric Boulay. Pourquoi ne pas répéter les bonnes recettes éprouvées ailleurs, quand notre but est d'aider et de mobiliser des gars amochés par la vie ? » Parce que, il faut le rappeler, le but n'est pas d'abord l'œuvre artistique, mais l'œuvre humanitaire.

Mais attention, la Charlebourgeoise Mireille Maltais, professionnelle de l'orgue et du chant depuis des décennies, ne l'entend pas seulement ainsi. Elle a de la fierté et de l'ambition. « C'est un tout petit monde, la musique, vous savez... », murmure-t-elle tout doucement, quand on lui fait remarquer ses visées d'excellence.

L'OISEAU EN VOL

Elle a placé la barre haute. À un point tel qu'elle se sent un peu bouculée par ce reportage du SOLEIL, aussi tôt dans l'aventure. « Ici, nous ferons du deux voix. Alors que la chorale Bonneau n'en a jamais fait. C'est exigeant. Il faut prendre le temps. »

Un ancien de la chorale Bonneau, Michel Giroux, 54 ans, n'est pas du tout inquiet de l'initiative de Québec. Il y met lui-même tout son cœur et toute son expérience. « J'ai moi-même une voix naturelle, dit-il. Et il y en a d'autres dans le groupe. »

Giroux a jadis chanté 15 ans dans les cabarets de Montréal, après avoir été une découverte du légendaire Jean Simon. Il étend ses photos-souvenir sur la table de la cafétéria et raconte. Il fut plus tard agent de sécurité, puis tout à coup itinérant. Il a désormais choisi Québec.

L'habitien Daniel Giroux, artiste autodidacte, a déjà confectionné le t-shirt officiel de la chorale. Il y a peint à l'acrylique un lever de soleil sur l'océan, avec un oiseau qui prend son envol aux côtés de l'oiseau perché, symbole du logo corporatif de Lauberivière.

Gilles a la voix éraillée, ce jour-là. Il va bientôt perdre son père agonisant à la Maison Michel-Sarrasin. Il est bouleversé, secoué. La chorale lui permet de tenir le coup.

« Je suis habitué à gérer des crises, raconte Éric Boulay. Je suis habitué à mettre des plasters sur les bobos de l'âme. Voilà enfin un projet qui va beaucoup plus loin. Et, surtout, qui retient les gars plus longtemps qu'une semaine. »

TOMBÉE DU CIEL

Une affiche de recrutement a été collée au mur de la salle de jour en janvier, en même temps qu'une notice dans LE SOLEIL pour trouver un(e) directeur(trice) de chorale. Le conjoint de Mireille Maltais, lui-même chanteur professionnel, l'a convaincue que cette aventure l'attendait au tournant de sa vie. Elle a plongé « et je ne le regrette pas, bien au contraire ». Elle dit sentir vibrer en elle son petit côté délinquant...

Le 7 février, ils étaient cinq pour les premiers exercices vocaux. Le 14, neuf. Le 21, 11. Le rythme a d'abord été de deux séances de deux heures par semaine. Il est maintenant passé à trois, en plus de petits concerts maison donnés de temps en temps à la cafétéria durant le dîner.

Le Chœur Ombre/Lumière va chanter l'amitié, le bonheur, l'amour, la souffrance aussi. « Les thèmes représentatifs de mon groupe », dira Mireille. « Son groupe » lui a fait une petite fête d'anniversaire, le 16 mars. « Vous êtes tombée du ciel », lui ont-ils écrit dans la carte. Éric Boulay rêve d'une grande première urbaine en plein cœur de la rue Saint-Joseph, ce printemps. En attendant, la chorale a déjà un premier engagement formel pour le 20 mai, au Montmartre canadien, à Sillery.

Cette journée-là, Joanne était absente. Mais elle sera de la partie le grand jour. Même qu'une autre femme est venue s'ajouter entre-temps.

« On a peut-être copié la chorale Bonneau, dit fièrement Éric. Mais nous sommes les premiers à avoir des voix mixtes ! »



Rodolfo Cervinka, directeur des ventes de Bombardier à Buenos Aires : « Le marché est là. Tout dépend de la situation politique. »

BOMBARDIER

Tout un problème

Suite de la Une

Le métro ? Toute une aventure. C'est le premier construit dans l'hémisphère. Il date de 1913. Il n'est pas climatisé. Quand il fait 30 °C dehors, c'est invivable. On y suffoque même en hiver. La ligne A est parcourue de vieux wagons de bois. Attrait touristique ! Le *subte* ne compte que quelques lignes parallèles qui ne se croisent pas, sauf une. Il ne circule que dans la ville-centre. Il n'y a pas de correspondance.

Pas de jonction non plus entre les *colectivos*. Mais au moins, les bus vont partout en crachant leur nuage de pollution. Ils peuvent rouler pendant 90 minutes pour atteindre le bout de leur ligne, au-delà du boulevard Octavio Paz en tricotant, cahin-caha, avec un cow-boy au volant.

Les trains de banlieue ? Ils ne suffisent pas. Le transport en commun à Buenos Aires, tout un problème.

UN CHANTIER

Ce matin-là, Rodolfo Cervinka, directeur des ventes de Bombardier Transport à Buenos Aires, compatit avec les usagers. Mais il ne cache pas non plus sa satisfaction. Dans son bureau du 6^e étage, à un coin de rue de la Délégation du Québec, M. Cervinka expose les perspectives du marché de Buenos Aires pour Bombardier.

La hausse des tarifs, annoncée ce matin-là, c'était la première condition posée au gouvernement par les compagnies concessionnaires qui gèrent le métro et les trains de banlieue pour poursuivre la modernisation des réseaux. Le seul moyen de financer ces investissements sans subventions de l'État, c'est la hausse des tarifs.

Metrovias est concessionnaire du métro. Trois autres compagnies se sont partagé les réseaux des trains de banlieue au moment de la privatisation réalisée sous le gouvernement Menem en 1995. Les concessions ont été obtenues pour 10 ans. Les compagnies devaient s'engager à améliorer l'équipement et le service.

Au moment des privatisations, le réseau construit par les Anglais et nationalisé par Peron était sur le bord de s'écrouler, dit M. Cervinka. Les compagnies ont entrepris de le moderniser. On a remplacé des voitures, poursuivi l'électrification. Les trains sont maintenant à l'heure. La clientèle a augmenté de 20 % dès la première année. Elle tend maintenant à plafonner. Si la modernisation se poursuit, la clientèle suivra. Et si les tarifs augmentent, on pourra investir davantage... C'est comme la poule et l'œuf.

Deuxième condition posée par les compagnies : elles ont réclamé la prolongation des concessions de 20 ans pour justifier leurs investissements. Ferrovia et TBA viennent de l'obtenir. Dans le cas de Metropolitano, l'approbation était imminente. Au moment de l'élection de 1999, le gouvernement dirigé par Fernando de la Rúa a voulu revoir les ententes. Mais finalement, des changements mineurs seulement y ont été apportés.

DES CONTRATS EN PERSPECTIVE

M. Cervinka s'est levé. Au tableau, il dessine les lignes futures au crayon feutre. En changeant de couleur pour chacune. Je remarque sur une étagère de la salle de réunion les plans de l'usine de La Pocatière au Québec. Si Bombardier construisait des voitures, 35 % de la production serait faite ici. Les autres parties seraient réalisées au Mexique, au Brésil, au Canada. Des composants viendraient d'Europe.

Les trois compagnies TVA, Metropolitano et Ferrovia projettent d'investir respectivement 1,3 milliard, 1,5 milliard et 400 millions \$ pour rénover et prolonger les lignes, dit-il. Pour la modernisation du métro, c'est 1,7 milliard \$ qui est prévu.

L'établissement de Bombardier Transports à Buenos Aires l'an dernier est donc une décision stratégique. On pose déjà des pions sur le jeu, tout comme les concurrents nombreux : l'allemande Siemens, la française Alstom, l'espagnole CAF, des compagnies japonaises, coréennes. Tout le monde, dit M. Cervinka. Mais les Argentins ont plus de liens avec les Européens. C'est important d'être ici.

Nous offrons déjà des contrats de maintenance. Bombardier se positionne. Dans le magazine *Urgente*, acheté le week-end, un publi-reportage montre les trains nouveaux du constructeur et fait état de tous les projets de Bombardier Transport qui sont en cours de par le monde.

La modernisation du réseau de trains de banlieue et du métro de Buenos Aires est loin d'être chose faite. « Le marché potentiel est très intéressant, dit Rodolfo Cervinka. Tout dépend de la situation politique qui peut tout changer. »

ABSENTS

Peut-être Cliche

Suite de la Une

dans la circonscription avec deux fois plus de votes que l'adversaire libéral. Plus de 75 % des inscrits ont déposé leur bulletin dans l'urne.

Aujourd'hui, si ce taux chute à 50 %, cela devrait bénéficier à la libérale Nathalie Rochefort, même si le Parti libéral du Québec se défend contre un tel raisonnement. Le porte-étendard du Parti québécois, Claudel Toussaint, redoute que ce soit le cas.

Son plus grand ennemi pour le scrutin, ce sont « mes militants, a-t-il laissé tomber en entrevue. Des souverainistes qui pourraient dire que c'est une "partielle", qu'il n'y a pas de grands enjeux, que ça ne vaut pas la peine de voter ».

Cette fois, les crises qui ont secoué à répétition l'organisation locale — depuis l'affaire Yves Michaud jusqu'à la toute récente controverse entourant les allégations de violence conjugale contre M. Toussaint — font en sorte que ses sympathisants semblent aussi frappés d'une montée d'écœurement aigüe.

Au Resto Plateau, Yves Savignac se présente au SOLEIL comme un souverainiste de la première heure, de celle, en 1970, où Pierre Bourgault avait « chauffé » Robert Bourassa, le premier ministre libéral qu'allait vaincre Gerald Godin, en 1976.

« Toussaint n'a pas été honnête en ne disant pas ce qui s'était passé (dans sa vie). Mais l'affaire Toussaint, l'affaire Michaud, l'affaire Lucien Bouchard (qui a démissionné, en janvier, de la présidence du PQ et du poste de premier ministre), tout ça se tient. Moi, je vais peut-être voter pour Cliche. »

Paul Cliche, le candidat indépendant qui a regroupé autour de lui les partis de gauche — socialistes, communistes, verts et néo-démocrates con-

frontistes, représente une réelle menace. Des péquistes ont beau railler ses prétentions de devenir député, M. Cliche dispose d'une véritable organisation.

Tous les partis ont mentionné sans même que la question ne leur soit posée que le candidat Cliche a gagné la « guerre des pancartes ». Cela n'influence guère les électeurs. Pour le moral des supporteurs, être le premier à accrocher sa publicité électorale est un stimulant.

Résultat, M. Cliche pourrait gruger dans la clientèle électorale péquiste. C'est un genre d'abstention qui pour-

L'indépendant Paul Cliche pourrait gruger dans la clientèle électorale péquiste

rait faire mal à Claudel Toussaint. LE SOLEIL a rencontré des militants péquistes connus qui donnent un coup de main au candidat Cliche. D'autres ont indiqué qu'ils « passent un tour » durant cette élection complémentaire.

DU CULOT !

Paul Cliche a poussé le culot jusqu'à inviter Claudel Toussaint à se désister en sa faveur s'il voulait barrer la route au PLQ. L'ensemble des partis dans sa coalition totalisait moins de 7 % des voix, en 1998. Jeudi, M. Cliche évoquait la possibilité d'en recueillir plus du double. Il se donnait deuxième, derrière la libérale, et rêvait de l'improbable victoire. « Soyez là, lundi soir, pour un moment historique », a lancé avec insistance celui qui serait pour Bernard Landry un véritable empêchement de tourner à droite.

Chose certaine, le représentant de la coalition de gauche n'ira chercher ses voix que dans un camp, celui du PQ. Pas un libéral de Mercier ne vous contredira là-dessus.

RÉFLEXION

« Un rêve intact est une merveille fragile. »

Edouard Estaunié

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A	
La Capitale et ses régions	3 à 7
Vie Communautaire	4
Le Québec et le Canada	8 à 14
Le Monde	11
Opinions	16 et 17

CAHIER B	
Investir	1 à 8
Bourses	4 à 6

CAHIER C	
Automobile	1 et 8
Supermarché de l'auto	4 à 6
Décès	6 et 7

EXTRA	
Rencontre	2 et 3
Arts et spectacles	4 à 8
Télévision	6
Votre agenda	7
Diversissements	9 et 10
Annonces classées	11 à 15, 18 et 19
Sports	16 à 31
Statistiques	20 à 23
François Gagnon	28

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements 686-3344

1-866-686-3344

Annonces classées 844-4444

Carrières et Professions 686-3270

Promotion 686-3342

Publicité Détaillants 686-3435

Publicité générale 686-3270

Rédaction 686-3394

Renseignements 686-3233

www.lesoleil.com

925, chemin Saint-Louis, Québec

Adresse postale : C.P. 1547, Succ.

Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMédia qui en est l'éditeur. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hughes-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

loto-québec

6/49 Tirage du 2001-04-07

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	2 010 747,50 \$
5/6+ 6	100 537,30 \$
5/6 273	1 767,70 \$
4/6 15 402	60,00 \$
3/6 278 213	10,00 \$

Ventes totales: 15 119 167 \$
Prochain gros lot (sppr): 5 000 000 \$

02 11 25 27 40 44

Número complémentaire: 28

Québec 49 Tirage du 2001-04-07

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	1 000 000,00 \$
5/6+ 1	50 000,00 \$
5/6 11	500,00 \$
4/6 978	50,00 \$
3/6 19 090	5,00 \$

Ventes totales: 656 220,50 \$

Promotion Double Jeu* Tirage du 2001-04-07

GAGNANTS	LOT
87	114,94 \$

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion

Panéo Tirage du 2001-04-08

GAGNANTS	LOTS
02 04 06 07 19	3 4
22 23 27 33 36	000 7109
38 43 44 45 47	
49 50 55 57 62	

Extra Tirage du 2001-04-07

NUMÉRO	LOT
125598	

Extra Tirage du 2001-04-08

NUMÉRO	LOT
466250	

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encassement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T.V.A. LE RÉGIME DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

P E T I T E
tailles 5 pieds quatre et moins

LE VESTON ZIP
MANCHES COURTES

Un veston aux proportions parfaites pour la femme de 5 pieds 4 pouces et moins. Toile de lin et viscose toute doublée, de bonne tenue. Col chemise, coutures découpées. Mais, rouge, marine, 2 à 11 - 129,95 Reg. 175,00* Jupe coordonnée 79,95

la maison
simons

QUÉBEC PLACE STEFOT • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL 577 RUE STE-CATHERINE • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

Salon international du livre
DE QUÉBEC
10 au 15 avril 2001
CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC

SOMMET DES AMÉRIQUES

Que le vrai débat commence!

JULES RICHER
Presse canadienne

Avec la divulgation des textes de négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), annoncée samedi, le vrai débat sur les enjeux de ce futur accord commercial peut enfin commencer, estiment le Bloc québécois et la CSN.

Il faudra scruter les documents à la loupe pour comprendre l'impact réel de la ZLEA sur les sociétés et les communautés des Amériques. «Le vrai débat commence, c'est-à-dire quel choix de société on va faire autour de la ZLEA. C'est le contenu même de la négociation qui était l'enjeu, et pas tant la divulgation des textes», a souligné, hier en entrevue, le député bloquiste Pierre Paquette.

Samedi soir, à Buenos Aires, lors d'une réunion préparatoire au Sommet de Québec, les ministres du Commerce des 34 pays des Amériques ont convenu, après que le Canada en eut

fait la demande, de divulguer intégralement les textes de négociation de la ZLEA. Il s'agit d'une victoire-surprise pour le ministre canadien du Commerce international, Pierre Pettigrew, qui était peu optimiste sur ses chances de succès il y a seulement quelques jours.

Les textes, qui contiennent les positions de tous les pays, seront dévoilés d'ici quelques semaines, probablement après le Sommet de Québec, le temps qu'ils soient traduits dans les quatre langues des Amériques. Ces 900 pages de documents seront toutefois d'une lecture ardue en raison de leur caractère technique. L'accord de la ZLEA pourrait être signé en 2005, si on respecte l'échéancier prévu.

Selon Pierre Paquette, il s'agit d'un gain important, même s'il y a beaucoup de travail d'interprétation à faire. «C'est une victoire pour la démocratie», a-t-il dit. À son avis, les organisations sociales et les syndicats, ainsi que certains partis politiques, récoltent ainsi les fruits de leurs efforts. «On

ne peut pas penser que les 34 pays auraient accepté de livrer les textes s'il n'y avait pas eu toute la mobilisation qu'on a connue», a-t-il expliqué.

Le caractère fermé des négociations de la ZLEA a entraîné de nombreuses critiques et interrogations. Les militants antimondialisation se sont servis de cette absence de transparence pour justifier leurs manifestations et leurs actes de désobéissance civile.

Par contre, M. Paquette s'interroge sur le sens à donner à une autre décision de la réunion de Buenos Aires. Les ministres ont également décidé de donner plus de place au comité des organismes dits «de la société civile» dans les négociations de la ZLEA.

Il se demande comment cet engagement se traduira de façon concrète. «Au Sommet des Amériques, on verra ce qui en est. Il y a eu des demandes de la part du Sommet des peuples pour avoir une délégation afin de s'adresser directement aux chefs d'État, ce qui a été refusé jusqu'à maintenant.»

Pour sa part, le responsable des activités internationales de la CSN, Vincent Dagenais, se réjouit, lui aussi, du geste posé à propos des textes. «Cela n'apaisera pas nécessairement les craintes. On va voir ce qu'il y a dans les textes et, peut-être, au contraire, cela va les animer. Mais, à tout le moins, ça va permettre de faire une discussion intelligente et de poser des vraies questions aux gouvernements», a-t-il affirmé lors d'une entrevue depuis Buenos Aires, où il a participé à des activités en marge de la réunion des ministres du Commerce.

Il croit que le Canada a dû exercer de fortes pressions pour convaincre les autres pays autour de la table.

Par ailleurs, de son voyage en Argentine, M. Dagenais retient que les milieux populaires de l'Amérique latine ne sont pas contre la mondialisation comme telle. «L'opposition à la ZLEA n'est pas une opposition qui nous renvoie à du protectionnisme ou du chacun pour soi, mais, au contraire, la

plupart des intervenants que j'ai croisés mettent de l'avant la nécessité de renforcer les liens en faveur du développement», a-t-il expliqué.

CONVERGENCE EST SURPRIS

Le groupe antimondialisation Convergence 2001 se dit agréablement surpris de la décision des 34 pays participant au Sommet de Québec de rendre publics les textes de négociations de la Zone de libre-échange des Amériques.

Le porte-parole du groupe, Philippe Duhamel, doute cependant du motif invoqué pour ne les divulguer qu'après le Sommet, soit la longue période de traduction en quatre langues.

Ce développement n'empêchera toutefois pas la tenue de manifestations.

M. Duhamel affirme qu'il est primordial de contester l'établissement d'une zone de libre-échange des Amériques, et que la population comprendra mieux les risques en consultant les textes de négociations.

MONDIALISATION

Les cégépiens s'interrogent sur la valeur des DEC

MICHÈLE LAFERRIÈRE
MLaferriere@lesoleil.com

QUÉBEC — Le jour où les frontières s'ouvriront, quelle valeur auront les diplômes d'études collégiales, ces fameux DEC qui n'ont d'équivalent nulle part ailleurs en Amérique du Nord?

C'est la réflexion que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est allée porter, fin mars, dans 55 cégeps de la province. Son porte-parole, Alexandre Gagnon, a expliqué aux associations étudiantes que la particularité du réseau collégial québécois, unique en Amérique, posait le problème de la «mobilité» à ses détenteurs. Que vaudra le DEC technique d'un jeune Québécois aux yeux d'une entreprise américaine ou brésilienne?

Selon Alexandre Gagnon, l'amélioration de la qualité de la formation prend toute son importance quand on l'évalue à l'aune de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). La maîtrise d'une langue seconde, l'éveil à la citoyenneté, l'arrimage de la formation technique aux besoins des entreprises sont donc, plus que jamais, au cœur des préoccupations de la FECQ, une organisation «syndicalo-réformiste»,

qui défend les cégépiens et «infiltrer les structures» du pouvoir. La FECQ est active depuis 10 ans.

«Peu d'étudiants avaient accroché là-dessus», a observé M. Gagnon, dont les collègues ont accumulé 23 000 kilomètres en une semaine et demie de rencontres. Ils ont visité les cégeps de toutes les régions, sauf ceux de l'Abitibi et de la Côte-Nord, et ont été à même de constater les effets sur eux de la décroissance démographique et du sous-financement qui en découle.

La FECQ sera du Sommet des peuples la semaine prochaine. Ses membres seront réunis au sein du Forum continental sur l'éducation, avec des enseignants, des professeurs d'université, des syndicalistes et des professionnels de l'éducation.

La FECQ a adhéré au projet de déclaration commune de ce Forum, mais elle souhaite y voir ajoutée une clause concernant «la mobilité des diplômés». Elle se lirait comme ceci: «... il faut que les diplômés actuels soient reconnus comme formateurs de citoyens et qu'ils puissent ainsi avoir la mobilité dont ils se doivent de bénéficier, et ce, au travers des Amériques, sans toutefois faire l'objet de négociations préalables.»

Québec fortifiée



Difficile de s'habituer à voir le patrimoine de Québec à travers le périmètre de sécurité. Hier encore, la ceinture de clôture métallique a gagné en longueur, modifiant davantage le visage de la ville qui accueillera les chefs d'État et de gouvernement dans moins de deux semaines.

Bernard Landry au Sommet des peuples?

JEAN-MARC SALVET
JMSalvet@lesoleil.com

QUÉBEC — Le premier ministre Bernard Landry pourrait aller serrer la pince à des représentants du Sommet des peuples. Le gouvernement est en discussion à ce sujet avec le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), un des organisateurs du contre-sommet.

L'événement aurait lieu durant la semaine du 16 avril, quelques jours avant le début du Sommet des Amériques. Les activités du Sommet des peuples précéderont la réunion de 34 chefs d'État des Amériques.

D'autres ministres du gouvernement québécois pourraient aussi participer à des activités du Sommet des peuples. Rien n'est encore coulé dans le béton, mais les discussions se poursuivent à ce sujet entre Québec et le RQIC.

Ce qui est certain, à l'heure actuelle, c'est que le président de l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Charbonneau, et plusieurs députés québécois se rendront sous le chapiteau du Sommet des peuples.

La plupart le feront en tant que membres de la Conférence parlementaire des Amériques (COPA). Ils seront accompagnés par quelque 80 autres parlementaires des États-Unis et de l'Amérique latine. Ces délégués étrangers seront à Québec dans le cadre d'une réunion extraordinaire du comité exécutif de la COPA, qui se déroulera du 17 au 19 avril. L'assemblée a lieu dans la capitale parce que le Sommet des Amériques s'y tient.

La COPA a toujours été très critique du processus d'intégration hémisphérique. Ses membres le jugent opaque et craignent qu'il n'aille à l'encontre des intérêts des populations.

Les parlementaires seront à Québec pour prendre position sur les thèmes qu'aborderont les chefs d'État pendant le Sommet des Amériques. Mais il est peu probable que leurs résolutions préoccupent beaucoup les grands leaders.

Jusqu'ici, les chefs d'État ont fait peu de cas de leurs revendications. L'été dernier, le président de la COPA, Kenneth McClintock, a sollicité une rencontre avec eux en marge du Sommet des Amériques. Quelques jours plus tard, le

premier ministre Jean Chrétien lui a répondu de ne pas compter là-dessus.

La Conférence parlementaire des Amériques est née à Québec en septembre 1997. Elle a été créée pour faire entendre la voix des simples élus dans le processus d'intégration. Elle avait, à ce moment-là, l'ambition de devenir l'interlocuteur privilégié des chefs d'État.

Cela dit, ce n'est pas que par dépit que les parlementaires se tourneront vers le Sommet des peuples. Mais parce qu'ils ont les mêmes craintes et les mêmes revendications que les membres du contre-sommet.

Le mardi 17 avril, donc, les parlementaires de la COPA participeront à une séance de travail avec des délégués du Sommet des peuples à l'École nationale d'administration publique. En soirée, ils prendront part à une séance du contre-sommet sous le chapiteau du Vieux-Port. Le jeudi 19 avril, des participants du Sommet des peuples leur rendront la politesse. Ils iront à l'Assemblée nationale rencontrer les parlementaires de la COPA. Ils leur présenteront alors la Déclaration finale du Sommet des peuples.

EN BREF

Louise Beaudoin parle de victoire collective

■ WASHINGTON — La ministre d'État aux Relations internationales, Louise Beaudoin, s'est réjouie hier du dévoilement prochain des textes de négociation de la Zone de libre-échange des Amériques. Samedi soir, lors d'une réunion préparatoire au Sommet de Québec, les ministres du Commerce des 34 pays des Amériques réunis à Buenos Aires ont convenu de divulguer intégralement les textes de négociation de la ZLEA. «C'est une victoire collective québécoise», a déclaré la ministre par voie de com-

munié. M^{me} Beaudoin a dit cependant ne pas comprendre qu'il faille attendre plusieurs semaines pour obtenir des versions française et portugaise des textes, peut-être même après le Sommet des Amériques. «Cela m'inquiète de constater que le français n'est pas une langue de travail de la ZLEA, comme il l'est à l'Organisation des Nations unies, par exemple, mais une langue "à traduire" a posteriori, a déclaré la ministre. Le gouvernement fédéral aurait déjà dû entamer la traduction de ces textes.» (PC)

ROULEZ EN NEUF... QUOI DE PLUS AGRÉABLE!

- Moteur V6 185 hp le plus économique de sa catégorie
- 7 passagers
- air climatisé et beaucoup plus...

Comptant	Mensualité*
0	346 ¹
2220 ²	298 ²
4533 ³	248 ³

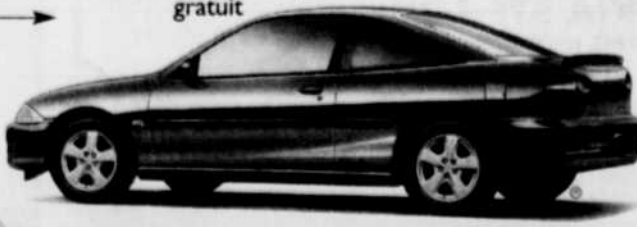


VENTURE 2001

Transférez votre location de Cavalier sur une Malibu ou Alero et obtenez 1000\$ de rabais supplémentaire

Financement **1,9%** sur 60 mois
MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
2145, Jean-Talon Sud
Sainte-Foy (Québec)
688-1212

CAVALIER Z 24 2001



- Moteur multisoupape
- air climatisé
- roues en alliage
- 5 vitesses
- CD et beaucoup plus...

0\$ comptant
299\$/mois*

Service après-vente

ouvert le soir

jusqu'à 21h

(Lundi au Jeudi)

Le crime du Falun Gong

ÉRIC MOREAULT
EMoreault@lesoleil.com

■ CHARLESBOURG — « Pas un seul jour ne passe sans que je m'inquiète du sort de mon mari. J'ai peur qu'il soit soumis à des tortures comme des milliers d'autres. Je vis dans l'angoisse et l'anxiété depuis 14 mois », confie JinYu Li. Le crime de ShenLi Lin? Celui d'être un adepte du Falun Gong en Chine.

La jeune femme est arrivée à Montréal en 1989. Alors qu'elle visitait sa famille en 1997, elle fait la rencontre de ce comptable qui deviendra son époux en mars 1999. Neuf mois plus tard, alors qu'il est en attente d'un visa pour immigrer au Canada, ShenLi Lin a le malheur de demander aux autorités d'arrêter les persécutions de ceux qui pratiquent le Falun Gong. On l'envoie en prison.

Lui-même un adepte depuis 1996, il est tout de même relâché rapidement. Mais un peu plus tard, il est de nouveau mis derrière les barreaux parce qu'il lance un appel, dans une lettre distribuée aux passants, au dialogue entre les autorités communis-tes et les adeptes du Falun Gong. Les dirigeants assimilent le mouvement à une secte dont la seule existence menace l'ordre établi, ce qui l'autorise à persécuter, à torturer et à emprisonner.

Cette fois-ci, aucune clémence: JinYu Li a 48 heures pour quitter le pays

et son mari est expédié dans un camp de « rééducation ». Les frères et sœurs du couple ont également visité les geôles du régime, mais pour de courtes périodes.

JinYu Li veut désespérément savoir si son mari est vivant. Depuis son arrestation, aucun membre de sa famille n'a pu le visiter, ni obtenir de ses nouvelles. Elle a bien tenté de retourner en Chine, mais on a refusé de lui émettre un visa. « Ma vie a été brisée », dit celle qui a multiplié les missives, pas moins de 400. Inlassablement, elle demande la libération de son mari et l'arrêt des persécutions, sans grand succès.

La libération de Kunlun Zhang, un Montréalais d'origine chinoise incarcéré pour les mêmes raisons, avait ravivé les espoirs de la jeune femme à la veille de la visite de Jean Chrétien en Chine. Mais le fait que son époux ne soit pas citoyen canadien limite les possibilités d'intervention d'Ottawa.

Tout au plus, le ministère des Affaires



Le Falun Gong n'est ni une religion, ni une secte, mais un mouvement pacifique et spirituel qui contribue au mieux-être.

étrangères peut intervenir sous l'angle des préoccupations du Canada en matière de droits de l'homme, à propos de la liberté d'expression et de culte.

JinYu Li peut toutefois compter sur l'appui du député fédéral Irwin Cotler. Le professeur de droit a accepté d'agir comme conseiller légal pour l'épouse éplorée.

TORTURE

« L'arrestation, la détention, la torture et la sentence de ShenLi Lin est un cas type de la persistante et per-

suaive attaque contre les droits humains en Chine aujourd'hui, en général, et un cas type de tentative de suppression des libertés fondamentales du Falun Gong, en particulier », a-t-il fait savoir au début du mois de février.

Les gens qui entouraient JinYu Li hier, à la journée Asie du cégep de Limoilou, se sont évertués à démystifier ce qu'ils considèrent comme un mouvement pacifique et spirituel qui contribue à leur mieux-être et non comme une secte.

« Ce n'est pas une religion non plus.

On fait simplement suivre les enseignements pour devenir une meilleure personne », a expliqué Mathieu Hodgson, qui a débuté la pratique du Falun Gong il y a un an et demi.

Depuis que la Chine a interdit la pratique du Falun Gong, il y a 20 mois, les abus et les tortures auraient causé la mort de 150 adeptes du mouvement.

Ceux et celles qui voudraient appuyer JinYu Li dans sa démarche pour faire libérer son mari peuvent signer la pétition qui circule à cet effet ou écrire à leur député.

EN BREF

Balayage de la chaussée

■ QUÉBEC — Des travaux de balayage de la chaussée sur les autoroutes Duplessis et Champlain, entre l'entrée de l'aéroport Jean-Lesage et la côte Gilmour, se poursuivront jusqu'au 13 avril, de 9 h à 15 h sauf sur le boul. Champlain, où les travaux pourraient se faire entre 7 h et 15 h, en direction ouest et de 9 h à 17 h 30, en direction est. Ces travaux occasionneront la fermeture de voies qui seront indiquées par des véhicules d'escorte entourant l'équipement mécanique destiné au balayage, informe Transports Québec. Pour plus de renseignements sur les travaux routiers, communiquez avec Info travaux au numéro (418) 684-2363 ou au numéro sans frais le 1 877 393-2363.

26 000\$ pour la Maison des jeunes

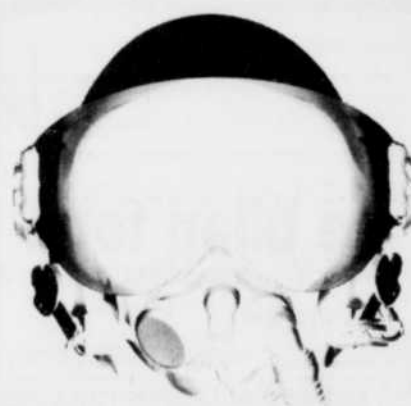
■ PONT-ROUGE — Le 8^e téléthon au profit de la Maison des jeunes de Pont-Rouge, le premier diffusé sur les ondes de Câble Axion, aura dépassé les attentes avec une récolte record de 26 000 \$, dimanche. Le président de l'événement, Jacques Tessier, s'est dit agréablement surpris par la nature des chiffres dévoilés en fin de soirée. « À partir de 20 000 \$, j'aurais été satisfait. Avec un peu plus de 26 000 \$, le téléthon 2001 est un franc succès », a-t-il indiqué. Cette activité cruciale pour le maintien de la Maison des Jeunes vient mettre un terme à neuf semaines de dur labeur pour Jacques Tessier et sa centaine de bénévoles. « On a besoin de tout le monde pour aider la Maison des Jeunes. Mais d'abord, il faut que les gens croient en sa vocation. L'échec ne sera jamais le montant amassé lors du téléthon mais plutôt de ne plus faire de téléthon. La pire chose à faire, c'est de baisser les bras », a conclu Jacques Tessier. M.G.

Croissance de 16%

■ SAINT-BASILE — La société mutuelle d'assurances Promutuel Portneuf-Champlain a connu une croissance de 16% au cours de la dernière année. Le directeur des ventes, Alain Papillon, en a fait l'annonce, hier. Pendant cette période, plus de 20 000 personnes ont confié à l'entreprise de Saint-Basile de Portneuf le soin de les assurer pour un total de 16,9 millions \$ en primes. Également, 9 millions \$ ont été versés en indemnité aux membres-assurés. Au chapitre de la rentabilité, la société a connu une excellente année en réalisant un excédent de 971 000 \$ à même ses opérations d'assurance. Après l'ajout des revenus de placement, l'excédent s'élève à près de 1,2 million \$, portant l'avoir des membres à 8,5 millions \$. L'actif de la compagnie se chiffre à 21 387 000 \$. M.G.



Saab 95



Qui a dit qu'un véhicule puissant ne pouvait offrir que deux places?

SAAB 9-5

Caractéristiques

- Moteur 2.3 L turbo Ecopower 4 cylindres
- Système OnStar
- Sièges avant et miroirs chauffants
- Traction asservie (TCS)
- Appuis-tête actifs Saab (SAHR) à l'avant
- Climatisation

Taux de location

1,9%

À partir de

549 \$/Mois
Bail de 36 mois.
Comptant de 4485 \$

Prenez place au volant de la toute nouvelle Saab 9-5. Que ressentez-vous?

De la puissance? De la vitesse? De la maîtrise? Aucune des caractéristiques

qu'on associe généralement avec une familiale ou une berline tout confort.

Comme toutes les Saab, la Saab 9-5 offre des moteurs turbocompressés à accélération rapide. Faites-en l'essai et voyez par vous même.



1 888 888-SAAB www.saabcanada.com

Saturn Saab Isuzu de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

* Cette mensualité est calculée pour une Saab 9-5 15A avec un PDSF de 42 605 \$ et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saab pour plus de détails.

Semaine d'appréciation de la jeunesse



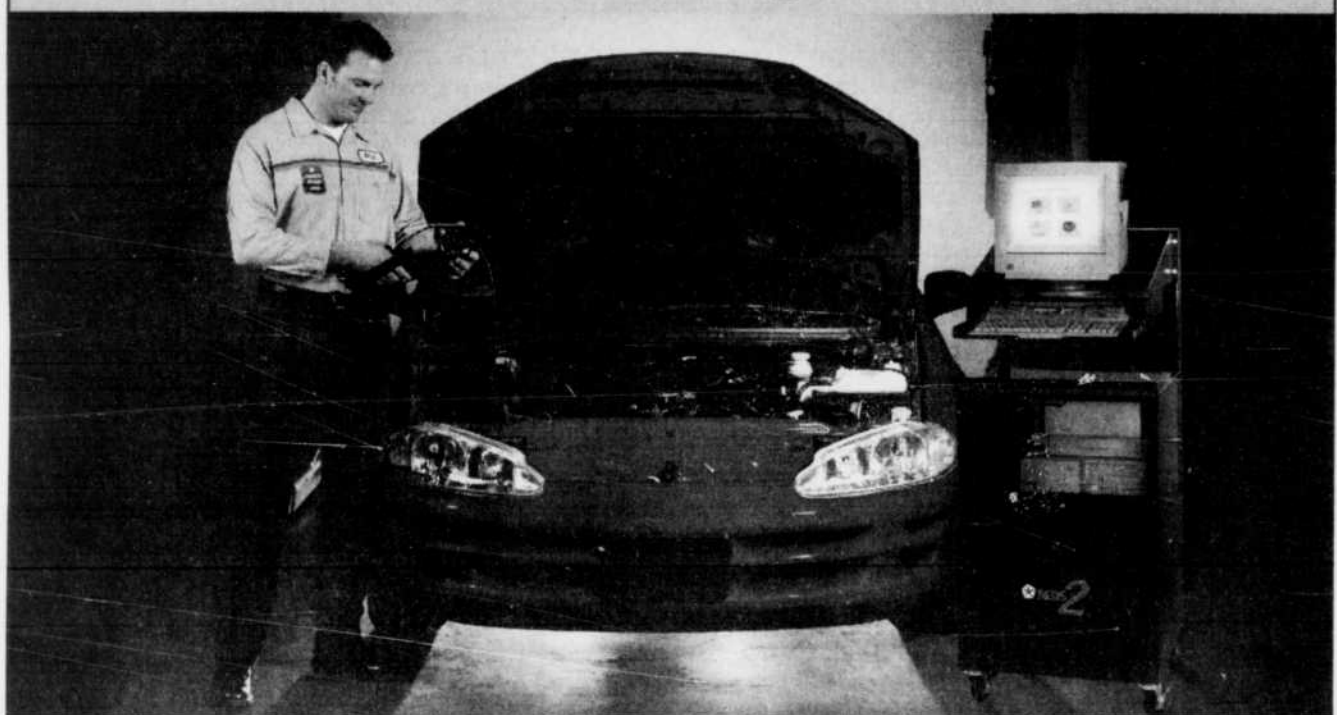
Dans le cadre de la Semaine d'appréciation de la jeunesse, le Club Optimiste de Sainte-Foy rendait hommage hier à plus d'une trentaine de jeunes qui se sont signalés par leur dévouement ou leur implication. On reconnaît sur la photo, en haut, à gauche, Alexandre Lafleur. L'étudiant du cégep de Sainte-Foy a participé à la mission en Chine d'Équipe Canada. Les autres personnes sont Marie-Claude Lessard-Bérubé, Mathieu Lavoie et Marianne Berrouard (1^{re} rangée); Jean-François Leclerc, Xavier Savard-Fournier et Damir Ohra-novic (2^e rangée); Outre Alexandre, Richard Trudel (président du club), Christine Ouellet et Réjean Savard (responsable des activités) occupent la 3^e rangée.

Dodge

CHRYSLER

Jeep

Les bonnes personnes.
Le bon équipement.
Les bonnes pièces.



Et les bonnes offres:

Le bilan total

«Vérification complète» en 85 points

Comprend:

- analyse informatisée en 18 points à l'aide du DBR III;
- vérification en 12 points sous le capot;
- vérification en 13 points de l'habitacle;
- vérification en 8 points de l'extérieur du véhicule;
- vérification en 20 points sous le véhicule;
- essai routier en 14 points.

49,95\$*

Réglage du parallélisme des roues

44,95\$*

Pour une maniabilité et une performance optimales et une plus longue durée de vie des pneus

Comprend:

- réglage du parallélisme des quatre roues;
- vérification des éléments de direction et de suspension avant et arrière;
- pose de cales et pièces en sus.

Freins

(avant ou arrière)**
Pièces Mopar «V-Line»

99,95\$*

Main-d'œuvre incluse.

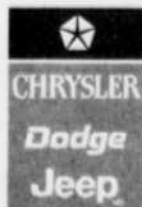
Comprend:

- remplacement des plaquettes à l'avant ou des segments de frein arrière;
- vérification des disques et des étriers, du maître-cylindre et de la tuyauterie;
- vérification et remplissage du niveau du liquide pour freins.

Quand vous rendez visite à votre concessionnaire Chrysler, Dodge, Jeep^{MD} pour l'entretien de votre véhicule, vous le confiez à des techniciens spécialement formés, qui connaissent la mécanique de votre Chrysler, Dodge ou Jeep^{MD} mieux que quiconque. Leur équipement de diagnostic est conçu spécifiquement pour ces véhicules, un avantage certain quand vient le temps de découvrir et de corriger un problème éventuel. De plus, vous avez l'assurance que votre Chrysler, Dodge ou Jeep^{MD} reçoit un traitement de première qualité avec l'huile, les filtres et les pièces Mopar. N'est-ce pas là un élément capital quand vient le temps de protéger l'un de vos investissements les plus importants ?

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler • Dodge • Jeep^{MD}

† Disponibles sur tous les véhicules de DaimlerChrysler à l'exception de: Talon, Laser, Stealth, Colt/Summit, Viper, Prowler, Grand Cherokee 1999-2001 et camions Ram série 3500. * † Offres valables seulement chez les concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep^{MD} participants. ** Supplément pour les véhicules équipés de freins à disque aux roues arrière. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les offres se terminent le 15 juin 2001. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Jeep^{MD} est une marque déposée de DaimlerChrysler, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada. DaimlerChrysler Canada Inc. est une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.



Le développement agricole revisité

MARC SAINT-PIERRE

MStpierre@lesoleil.com

SAINTE-CROIX — Après la forêt, la mer, les ressources minières, c'est maintenant au tour de la campagne d'être passée au rouleau compresseur de l'industrialisation et il y a certes lieu de se questionner.

C'est ce qui est ressorti des propos d'un porte-parole du groupe de résidents ruraux Respires et coordonnateur d'un colloque destiné à repenser le modèle de développement agricole actuel, Maxime Laplante, à Sainte-Croix. «Après avoir observé le pillage de la forêt, de la mer, des mines, voici maintenant le tour de la zone verte. Une après l'autre, toutes les ressources de notre société passent sous le rouleau compresseur de l'industrialisation», a affirmé M. Laplante, soulevant d'emblée une kyrielle de questions.

«La campagne se vide de ses habitants. Même les agriculteurs quittent le territoire. Les consommateurs contemplent avec méfiance le contenu de leur assiette. La qualité de l'eau potable suscite l'inquiétude. Nitrates, phosphates, bactéries, hormones de croissance et antibiotiques s'accumulent à tous les niveaux. Les usines de production alimentaire remplacent les fermes familiales traditionnelles. Des centaines de municipalités sont aux prises avec des projets industriels agricoles et des rejets dépassant la capacité de support des sols. Le rêve du modèle agricole industriel serait-il en train de virer au cauchemar? Est-ce le genre d'agriculture que nous voulons léguer à nos en-

fants?», a ajouté le porte-parole.

Ces questions, parmi d'autres englobant toute la problématique agricole, elles seront débattues à l'occasion des ateliers du colloque organisé par Respires qui se déroulera les samedi et dimanche 28 et 29 avril, au Centre agro-nomique de Sainte-Croix, dans Lotbinière. Colloque qui réunira toute une brochette de conférenciers et personnes ressources issus des milieux agricole, de la santé, de l'enseignement, municipaux, environnementaux, etc.

«Toutes les ressources passent sous le rouleau compresseur de l'industrialisation»

«L'agriculture concerne tout le monde, en ville comme à la campagne. Tout le monde respire, boit et mange. Tout le monde a son mot à dire. Ce colloque se veut une tribune de discussion, une véritable concertation avec tous les intéressés», a noté M. Laplante.

Le colloque de Sainte-Croix survient au moment où les grands décideurs de Chaudière-Appalaches se sont positionnés quant à la santé de la population. La Conférence des préfets et la Direction de la santé publique proposent un moratoire en ce qui concerne les productions animales dans les zones en surplus de lisier, la table multipartite de gestion des fumiers une interdiction pour les éleveurs qui ne possèdent pas les sols requis. Dans le même temps, l'UPA estime que les surplus de fumier ne sont pas une menace.

Quatre élèves de la région à la finale de la dictée PGL

QUÉBEC — Quatre élèves représenteront la région de Québec lors de la finale internationale de la dictée PGL, qui sera télédiffusée le 3 juin, à Radio-Canada.

Anne Arena-Daigle, de l'école Saint-Louis-de-France, à Sainte-Foy, a réussi un parcours sans faute. Marc-André Gardner, de l'école Saint-Albert-le-Grand, à Québec, Louis-Olivier Bouchard, du Pensionnat Saint-Coeur-de-Marie, à Beaufort, et Martin Robitaille, de l'école Saint-Michel, à Sillery, se sont aussi qualifiés dans la catégorie «classes francophones». Ces quatre cham-

pions d'orthographe se sont distingués parmi les 79 écoliers réunis pour la finale régionale tenue le 30 mars, à l'école du Bois-Joli et de la Découverte, à Charlesbourg.

Les élèves de 5^e et de 6^e année de 1319 écoles francophones et d'immersion au Canada et aux États-Unis ont participé à l'une des 37 finales régionales, entre le 10 mars et le 8 avril. Cent trois ont été retenus pour la grande finale internationale. Les deux grands gagnants remporteront une «croisière» ferroviaire familiale ainsi qu'une allocation de voyage de 2000 \$. M.L.

Décès d'un poupon

■ QUÉBEC — La police de Québec a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances du décès d'un poupon, hier, rue Vitry, à Québec. La petite fille de trois mois a été trouvée inanimée dans son lit, vers 16 h 30. Elle était bleue et ne respirait plus. C'est sa mère qui a fait la tragique découverte. Elle venait réveiller l'enfant qui était couchée depuis 13 h 30. La petite a été conduite à l'hôpital par ambulance. Son décès a été constaté à 16 h 58. Selon les premiers éléments relevés par les policiers, l'enfant pourrait s'être étouffée avec ses vomissements. Une autopsie sera réalisée aujourd'hui. Le service policier a mentionné qu'elle ne semblait pas avoir été victime de violence. C.S.

Un récalcitrant

■ CHARLESBOURG — Un homme de 40 ans a donné du fil à retordre à la police de Charlesbourg, lors de son arrestation hier dans le stationnement du bar Pub Corn, situé au 5030, boulevard Henri-Bourassa. L'homme était au sol et s'apprêtait à uriner lorsqu'il a été interpellé. Il s'en est alors pris aux policiers, qui l'ont alors arrêté. Il a résisté à son arrestation et a menacé les policiers de mort à plusieurs reprises pendant son transport au poste. Une fois en cellule, il a commencé à s'automutilier et a dû être transporté à l'hôpital pour y soigner des blessures au visage. Il a par la suite été relâché, mais des accusations de menaces de mort seront portées contre lui, ainsi que deux constats d'infraction au règlement municipal. Il est bien connu des policiers. C.S.

Accident mortel

■ QUÉBEC — La piétonne de 79 ans happée par une voiture alors qu'elle traversait le boulevard René-Lévesque jeudi soir est décédée des suites de ses blessures. Profitant du feu vert pour piétons, Laura Bergeron s'est engagée sur le boulevard, à l'angle de l'avenue Joffe. Elle n'a pas eu le temps de se rendre de l'autre côté que le feu a viré au vert pour les automobilistes. Un conducteur de 25 ans, roulant vers l'est dans la voie de droite,

n'a pas vu la dame, cachée jusque là par les autres autos, et l'a heurtée. Selon la police, le conducteur ne filait pas trop vite et n'était pas en état d'ébriété. Toujours consciente, M^{me} Bergeron a été conduite à l'hôpital de l'Enfant-Jésus où elle est décédée quelques heures plus tard. I.M.

Voleurs timbrés

■ SAINTE-FOY — Verrouillez bien vos boîtes aux lettres! La police de Sainte-Foy vient d'identifier un jeune homme qui a commis une dizaine de fraudes par chèque grâce à des informations qu'il avait pignées dans les boîtes postales. Au cours des derniers mois, l'individu a visité des boîtes aux lettres d'édifices à logements de Sainte-Foy, Québec, Charlesbourg, Pont-Rouge et Beauceville. Parmi tout le courrier dérobé, il sélectionnait les relevés mensuels de transaction émis par les banques et trouvait ainsi quantité de numéros de comptes bancaires. Il gardait aussi les livrets de chèques, mais se débarrassait de tout le reste. «Il allait voir les caissières dans les banques et encaissait le chèque devant elle, en ajoutant un numéro de compte qu'il avait trouvé sur un relevé, explique le capitaine André Fillion de la police de Sainte-Foy. Il s'en tirait avec au moins 400 \$ à chaque fois.» L'homme a été vu par un citoyen de Sainte-Foy le 26 mars alors qu'il dévalisait une boîte aux lettres et a aussitôt été pincé par les patrouilleurs. Grâce aux images vidéo captées par les caméras des banques, les policiers ont éventuellement pu relier le jeune homme à la série de fraudes bancaires. Un mandat d'arrestation a été émis hier contre l'homme de 21 ans de Québec. I.M.

Un bien long couteau

■ QUÉBEC — Un individu utilisant un couteau de boucher d'une douzaine de pouces de longueur a commis un vol qualifié au dépanneur Marché Éclair du 193, 24^e Rue, vers 20 h 45, hier, dans Limoilou. L'homme d'une trentaine d'années a violemment poussé au sol un client de 62 ans, qui n'a toutefois pas été blessé. Il s'est fait remettre cigarettes et argent par la caissière avant de prendre la fuite. C.S.

TOURNOI JEUNES
DÉMOCRATESL'or à deux
institutions
de Sainte-Foy

QUÉBEC (PC) — Le Cégep Champlain St-Lawrence et le Collège de Champlain, tous deux de Sainte-Foy, ont remporté la médaille d'or, samedi et hier, lors du Tournoi Jeunes Démocrates qui s'est tenu au Petit Séminaire de Québec et à l'Hôtel du Parlement.

L'équipe du Cégep Champlain St-Lawrence l'a emporté dans la catégorie « collégial ». Sous la responsabilité de Lisa Birch, elle était composée de Jean-Philippe Gagné, Jean-Dominique Gagnon, Thierry Lavoie et Noah Couture Glasco.

Quant à la formation du Collège de Champlain, dirigée par Suzanne Grégoire, constituée de Simon Blouin, Mathieu Carrier, Jérémie Martin et Jocelyn Parent, elle a triomphé dans la catégorie « secondaire ».

Côté « collégial », la médaille d'argent a été remportée par le Cégep du Vieux-Montréal tandis que la médaille de bronze était remise au Cégep de Sainte-Foy. Dans la catégorie « secondaire », c'est la Polyvalente Des Baies, de Baie-Comeau, qui a obtenu la médaille d'argent, la médaille de bronze ayant été remise à l'équipe de l'école Louise-Trichet, de Montréal.

Organisé par l'Assemblée nationale, le Tournoi Jeunes Démocrates est une compétition amicale mettant à l'épreuve les connaissances des jeunes sur le concept de la démocratie, de la Grèce antique à aujourd'hui.

Cette année, plus de 300 jeunes des quatrième et cinquième secondaire ainsi que du collégial, provenant de la plupart des régions du Québec, et une soixantaine de professeurs ont participé à cette activité à laquelle collaboraient le ministère de l'Éducation, la Commission de la capitale nationale du Québec, les Éditions SRP ainsi que la Fondation Jean-Charles-Bonenfant.

Les finales du tournoi ainsi que la remise des prix étaient présentées en direct sur la chaîne de diffusion des travaux de l'Assemblée nationale.

UQAC

8,2 millions \$
dans la
recherche
génétique

CHICOUTIMI (PC) — En plus des 3,2 millions \$ alloués au projet Ecogène-21 du clinicien-chercheur de l'Hôpital de Chicoutimi, Daniel Gaudet, le gouvernement du Canada vient d'augmenter la mise en accordant un autre montant de 5 millions \$, qui servira notamment à établir quatre nouvelles chaires à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Le secrétaire d'État au sport amateur, Denis Coderre, a déclaré que les quatre chaires de recherche destinées à l'UQAC permettront d'attirer sur ce campus les chercheurs les plus brillants du Canada et du monde. Ces chaires de recherche pourront toucher d'autres champs d'activités que la santé. L'université et le milieu décideront à qui les attribuer. Les fonds, d'une valeur de 3,8 millions \$, sont échelonnés sur sept ans.

Ces fonds comprennent une subvention de l'Institut de recherche en santé du Canada de 3,2 millions \$ au Dr Daniel Gaudet, une contribution de 87 500 \$ de Développement économique Canada et un engagement financier qui sera pris dans le cadre du programme des chaires de recherche du Canada.

Le projet Ecogène-21 vise à faire avancer le concept de génétique communautaire. La génétique constitue un outil puissant qui aidera à identifier la prédisposition à certaines maladies. Les connaissances scientifiques issues de cette recherche aideront à prévenir l'apparition de ces maladies pour les générations à venir.

Projet d'église orthodoxe roumaine

JEAN MARTEL

J.Martel@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Le projet de fonder à Québec une église orthodoxe roumaine est dans l'air. Un comité, composé de sept Canadiens d'origine roumaine et appelé « conseil de la mission », a été élu. Ses fonctions consistent à fonder une mission orthodoxe roumaine à Québec.

Nicolas Broasca, de Sainte-Foy, membre de ce conseil, a annoncé cette nouvelle au SOLEIL. « Les Roumains de la région de Québec n'ont pas de services religieux dans leur langue. Ils sont obligés d'aller à l'église grecque orthodoxe, située sur le boulevard René-Lévesque. S'ils peuvent suivre le déroulement de la messe, par contre ils ne comprennent pas un mot des paroles du prêtre. »

Selon le ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration du Québec, il y aurait environ 500 Roumains à Québec et dans la banlieue. (Depuis 1996, il y en aurait près de 7000 qui se seraient établis dans la province).

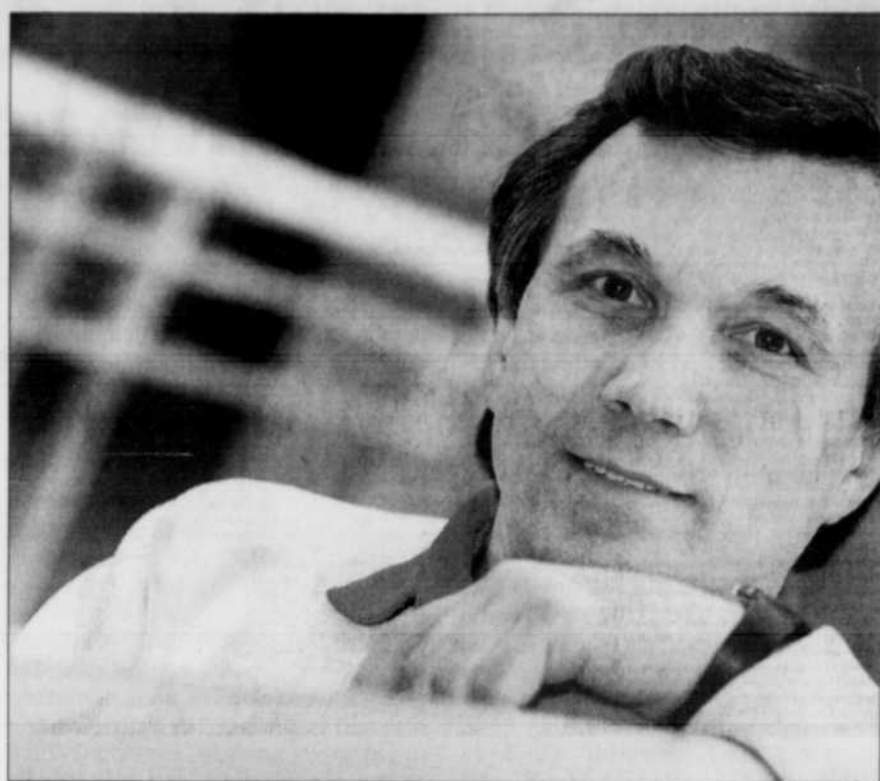
Pourquoi ne pas acheter une église catholique? Il y en a tellement dans la région de Québec qui sont inutilisées ou qui le deviendront au cours des prochaines années. « Elles sont trop grandes, a répondu M. Broasca. Les Roumains de la région de Québec ne sont pas assez nombreux pour acquérir une grande église. Notre but est de construire une église. Mais si c'est impossible, nous pourrions nous contenter d'un local que nous transformerions en église ou encore partager l'église grecque avec les Grecs. »

A la mi-mars, un délégué de l'Épiscopie Orthodoxe Roumaine d'Amérique, le Protosop Constantin Tofan, est venu à Québec. Une assemblée a eu lieu avec lui, et 37 citoyens canadiens d'origine roumaine ont fondé une mission orthodoxe roumaine à Québec sous la juridiction de cette Épiscopie.

JOUG COMMUNISTE

M. Broasca a quitté la Roumanie il y a 15 ans. Son pays était encore sous le joug communiste. C'est avec émotion qu'il a raconté les événements extraordinaires qui lui avaient permis de se réfugier en Autriche. Le 20 mai, il fêtera ses 15 ans au Canada. Au cours de la conversation, il a affirmé: « Le train de vie élevé du Canada, ça ne compense pas d'avoir quitté ses parents et ses amis. »

Quant à la religion orthodoxe, elle lui apparaît « relaxe ». Comme elle a été marginalisée par les communistes en Roumanie, elle n'a pu exercer d'in-



Selon M. Nicolas Broasca, il faut une église orthodoxe roumaine pour les Canadiens d'origine roumaine établis dans la région de Québec.

fluence. Elle n'est pas stricte comme le catholicisme, a-t-il dit. Pour résumer, c'est la « meilleure au monde », selon lui.

Il a raconté comment les monastères roumains avec leurs icônes sont

beaux à voir. « Après la messe, a-t-il dit, les personnes se rencontrent et mangent ensemble, ce que ne font pas les catholiques. » À Montréal, deux églises orthodoxes offrent les services religieux en roumain.

PASSEPORT TRAVAIL
Intégration féminine à des
métiers non traditionnels

LUCE DALLAIRE

Collaboration spéciale

SAINT-GEORGES — Au cours des prochains mois Passeport Travail rencontrera 200 entrepreneurs de la Beauce pour aider les femmes à intégrer davantage le marché du travail par l'entremise des métiers non traditionnels.

« Les mentalités doivent changer », estiment Lise Paquet et Danielle Giguère de Passeport Travail de Beauce.

L'organisme qui, grâce au projet « Réussir autrement », a d'abord visité les écoles pour permettre aux étudiantes d'explorer les possibilités d'avenir dans des secteurs d'activités habituellement réservés aux hommes, entend maintenant lancer une nouvelle campagne de sensibilisation, et ce, grâce à une subvention d'environ 23 000 \$ allouée par Condition Féminine Canada et qui vient d'être remise par le député de Beauce, Claude Drouin.

« À l'automne, lors du colloque sur la situation socio-économique des femmes en Beauce-Sartigan, nous avons constaté que seulement 10 % des 5457 emplois reliés aux métiers non traditionnels, soit environ 500 emplois étaient détenus par des femmes. Pourtant, nous ne cessons d'entendre parler en même temps de pénurie de main d'œuvre. C'est parfois difficile à comprendre », lance M^{me} Paquet, la directrice générale.

« Nous souhaitons donc, à partir de ce qui constitue pour nous une seconde étape, rejoindre les employeurs afin de créer une ouverture plus grande face à l'embauche des femmes. Nous espérons leur participation car nous savons que c'est ensemble, main dans la main, que nous arriverons à créer une région où la richesse collective sera plus équitablement partagée », poursuit-elle.

DEGRÉ D'OUVERTURE

Chargée de projet, Danielle Giguère croit pour sa part qu'il importe de mesurer le degré d'ouverture du milieu face à cette nouvelle réalité de la présence des femmes dans des métiers non traditionnels.

« Il n'est aucunement question de miner la crédibilité des employeurs, ni d'être ou de devenir une menace vis-à-vis des emplois détenus par les hommes, ni de faire peur à qui que ce soit. Au contraire, il s'agit de permettre aux femmes d'améliorer leur condition de vie, celle de leur famille et dans certains cas, disons-le, contre la pauvreté », affirme-t-elle.

« J'ai confiance que les gens sauront se rallier pour améliorer les conditions socio-économiques des femmes en Beauce-Sartigan. Avec le support des ressources existantes, tout peut se réaliser », conclut Danielle Giguère.

OK, LET'S TALK!

L'ANGLAIS pour les AFFAIRES, pour VIVRE AU QUOTIDIEN, pour VOYAGER ou, tout simplement, pour NAVIGUER SUR INTERNET...

OFFREZ-VOUS
Le Campus anglais du
Collège O'Sullivan
de Québec.

Depuis déjà huit ans, le Collège O'Sullivan de Québec offre la possibilité à ses élèves de recevoir des cours en immersion anglaise au Campus anglais (600, rue Saint-Jean).

NEW! Il est maintenant possible à toute personne désireuse de perfectionner son anglais de suivre un programme de six semaines en immersion anglaise au Campus anglais (600, rue Saint-Jean). Tout s'y déroule exclusivement en anglais, dans une atmosphère amicale et chaleureuse favorisant l'apprentissage de cette langue seconde.

- Petits groupes de 8 à 12 élèves
- Du lundi au vendredi de 8 h 30 à 15 h 30
- Coût : 1 145 \$ par session (tarif horaire : 7 \$)
- Session printemps 2001 : 14 mai au 22 juin (date limite d'inscription : 27 avril 2001)

Aussi cours de conversation anglaise le soir :

- Session de huit semaines : 23 avril au 18 juin 2001

COLLÈGE O'SULLIVAN DE QUÉBEC,
SUR LA RUE SAINT-JEANBienvenue!
Campus français

840, rue Saint-Jean
Québec (Québec)
G1R 1R3
(418) 529-3355



www.osullivan-quebec.qc.ca

Welcome!
English Campus

600, rue Saint-Jean
Québec (Québec)
G1R 1P8
(418) 529-3330

LA GRANDE VENTE ÉTIQUETTE ROUGE!



Boulevard
LEXUS TOYOTA

(418) 683-6565
sortie Pierre-Bertrand
de l'autoroute de la Capitale



-329\$
/mois



-449\$
/mois



à partir de
-32 890\$

Valable sur les SOLARA 2001 (CG22PPBA), 4RUNNER 2001 (H404RPBA) location 48 mois, 24 000 km/an, avec 4 425\$ et 5 225\$ et HIGHLANDER 2001 (GD21APAA). Dépôt de sécurité requis, transport et préparation inclus, taxes en sus. Photos à titre indicatif.

www.boulevardlexustoyota.com

LA PUISSANCE DU SERVICE!

LE QUÉBEC LE CANADA

Le Canada, un havre pour la fabrication de drogues maison

Un point d'entrée facile en Amérique du Nord, estime la GRC

VANCOUVER (PC) — Le Canada est en train de devenir un havre pour les fabricants de drogues « designer » comme l'ecstasy. C'est que le pays ne dispose pas de lois qui permettraient de contrôler la vente des ingrédients chimiques entrant dans la composition de ces drogues, conclut un rapport interne de la Gendarmerie royale du Canada.

Dans le cas de certaines drogues comme les méthamphétamines, populaires dans l'ouest du pays, on peut se procurer tous les ingrédients requis dans des commerces comme Canadian Tire ou Home Depot, sans même avoir besoin de connaître la chimie, affirme le caporal Scott Rintoul, de la section de la lutte antidrogue de la GRC à Vancouver. Ce sont des produits

que nous utilisons tous les jours, souligne-t-il.

On peut trouver des recettes sur Internet, et l'absence de réglementation sur la vente des produits chimiques au Canada permet aux trafiquants d'acheter ouvertement les ingrédients, selon une note du service de renseignement préparée pour la GRC en décembre dernier, et dont la Presse canadienne a pris connaissance en invoquant la Loi d'accès à l'information.

Les manufacturiers de drogues aux États-Unis profitent des lacunes des lois canadiennes, écrivent les auteurs du rapport. Dans certains cas, des groupes américains manufacturent les méthamphétamines au Canada avant de retourner aux États-Unis avec le produit fini.



Les lois canadiennes n'exercent aucun contrôle sur les ingrédients chimiques de base des drogues comme l'ecstasy.

Aux États-Unis, les ingrédients chimiques requis pour fabriquer ces drogues maison sont beaucoup plus strictement contrôlés, et on peut être ac-

sé, alors qu'au Canada, on ne peut l'être, dit le caporal Rintoul.

La GRC dit aussi que le Canada constitue un point d'entrée facile en Améri-

que du Nord pour les drogues « designer » destinées au marché des États-Unis. « Elles arrivent d'Europe à l'aéroport de Dorval, à Montréal, ou à l'aéroport international Pearson, à Toronto, et poursuivent par voie terrestre jusqu'à leur destination américaine », mentionne le rapport.

La majeure partie de la production mondiale d'ecstasy est fabriquée aux Pays-Bas et en Belgique. La marge de profit des fabricants est élevée : il en coûte entre 50 cents et 2 \$ pour produire un comprimé d'ecstasy, qui se vend entre 35 et 40 \$.

Au Québec, où le PCP est populaire, cette drogue est fabriquée dans des laboratoires de Québec contrôlés par des gangs de motards criminels, selon le rapport.

Gros, blanc et épais, mais... excellent vendeur

Le nouveau stéréotype du monde publicitaire

TORONTO (PC) — Il détient toujours les rênes du pouvoir, mais les messages publicitaires le dépeignent comme un pauvre type maladroit, bedonnant et à peine capable de se faire cuire un œuf. L'homme blanc hétérosexuel est maintenant la tête de ture — et un stéréotype rentable — d'une pléthore de messages publicitaires.

Il a beau vendre force shampoings et céréales, il ne fait pas l'unanimité. Car si d'aucuns voient en ce personnage

La rectitude politique en fait le seul dont on peut encore se moquer

ridicule un clin d'œil inoffensif, d'autres estiment qu'il s'agit rien de moins que d'un stéréotype sexiste.

Aucun créateur publicitaire n'échapperait à la potence s'il dépeignait, à tout le moins aujourd'hui, les femmes comme des idiotes radoteuses, alors pourquoi se permettent-ils de se payer la tête des mâles? Une réponse : c'est la dernière cible à leur disposition.

« Nous vivons dans un environnement tellement régi par la rectitude politique qu'il n'est plus acceptable de se moquer en publicité que des hommes blancs hétérosexuels », avance Chris Staples, de l'agence vancouveroise Rethink.

L'accès des femmes au pouvoir est un autre facteur. Les publicités ont jusqu'ici montré la femme comme « une ménagère ou une putain », raconte Janet Kestin, codirectrice à la création chez Ogilvy and Mather, à Toronto.

Les personnages féminins dans les messages publicitaires étaient souvent « étalés sur le capot d'une voiture ou à genoux en train de frotter le plancher de la cuisine ». C'est maintenant au tour du mâle d'être stéréotypé — en cuisinier raté, en mordu de sports et en mari sans romantisme.

PUBLICITÉ ASEPTISÉE

« Je suis très déçu de l'image des hommes dans les publicités, insiste pour sa part Gene Colosimo, directeur du groupe de défense des droits des pères *Fathers Are Capable Too*. Nous sommes soit des bouffons, soit des objets d'agression. »

Les messages destinés aux femmes risquent particulièrement de choquer les hommes, parce qu'ils soulignent souvent les imperfections masculines. C'est le cas de la pub de Special K qui montre un gars bien en chair qui demande à sa femme de le badigeonner de crème solaire. Or, ce que veut l'annonceur, c'est tout simplement inviter les femmes à imiter les hommes et à ne pas être obsédées par leur corps.

Mark Childs, vice-président au marketing chez Kellogg Canada, admet que certains téléspectateurs « ne sont pas à l'aise avec la façon dont nous nous moquons de l'homme dans la pub ».

Au rythme où vont les choses, croit Chris Staples, de l'agence Rethink, la publicité risque d'être si aseptisée et inoffensive que plus personne n'y fera attention. Ce serait une honte, dit-il, et ça ne refléterait pas la réalité. « Il suffit d'observer la réalité : la vie est amusante et il arrive que les hommes soient gaffeurs », conclut-il.



L'Irving Whale avait coulé en 1970, avec 7250 kilos d'huiles contaminées au BPC, et n'a été renflouée qu'en 1996.

L'Irving Whale naviguera à nouveau

■ SHELburne, N.-É. — L'ancienne péniche à hydrocarbures *Irving Whale*, qui a été retirée du golfe du Saint-Laurent il y a cinq ans, aura une seconde existence. La barge de 82 mètres de long est actuellement restaurée et réaménagée pour le transport de copeaux de bois. Les travaux dureront près de six semaines. L'*Irving Whale* avait coulé après une violente tempête au large de l'Île-du-Prince-Édouard en 1970. Ses soutes renfermaient 7250 kilogrammes d'huiles contaminées au BPC. Elle a été renflouée en 1996, mais seuls 1800 kilogrammes d'huiles ont pu être pompés à la surface. (PC)

Charest se dit prêt pour des élections hâtives

■ MONTRÉAL — Le chef libéral, Jean Charest, affirme que son parti est prêt pour toute éventualité d'élections générales hâtives, en juin, ou encore à l'automne. Entre-temps, il demande qu'après l'élection partielle de Mercier aujourd'hui, une autre élection complémentaire soit déclenchée rapidement, puisque le nouveau ministre Richard Legrand n'a pas été élu. Jean Charest estime par ailleurs que l'enjeu de l'élection partielle de Mercier est l'avenir du comté, et non les problèmes internes du Parti québécois. (PC)

Une chasse cruelle

Un groupe international de vétérinaires trace un portrait accablant de la chasse au phoque canadienne

CLAUDETTE SAMSON

CSamson@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Un groupe international de vétérinaires, agissant pour le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), a dressé ces jours derniers un portrait accablant de la chasse au phoque canadienne. Au terme d'une semaine d'observation, les vétérinaires concluent « que la chasse entraîne des souffrances importantes et inacceptables », et qu'elle « ne respecte pas les règlements fondamentaux en matière de protection des animaux ».

Dans un communiqué daté du 30 mars mais expédié aux médias hier soir via Internet, le Fonds international pour la protection des animaux fait état des grandes lignes du rapport de l'équipe internationale des vétérinaires, composée du Canadien Alan Longair, des Britanniques Ian Robinson et John Gripper, et des Américains Debbie Ruehlmann et Rosemary Burdon. M. Longair est présenté comme étant l'ancien président du Comité de protection des animaux de l'Association canadienne des médecins vétérinaires.

Selon l'IFAW, ces spécialistes ont observé la chasse sur la glace et depuis les airs, et ont réalisé des autopsies sur 76 carcasses de phoques.

Selon eux, jusqu'à 42 % des phoques tués au cours de leur semaine d'observation « étaient probablement encore vivants et conscients lorsqu'ils ont été saisis au crochet, traînés et dépouillés ».

Les spécialistes auraient observé que 17 % des crânes ne portaient aucune marque des massues des chasseurs et que 25 % présentaient des blessures allant de minimales à modérées. « De telles blessures ne sont pas associées à une probabilité élevée de perte de conscience », précise-t-on.

Aux yeux de l'IFAW, « ce rapport donne d'importantes preuves scientifiques que la chasse au phoque actuel ne se déroule pas sans cruauté ».

L'organisme de défense des animaux estime que le règlement canadien sur



42 % des animaux étaient encore vivants lorsqu'ils ont été traînés au crochet et dépouillés.

les mammifères marins doit en conséquence être modifié. Ce règlement ferait présentement l'objet d'une révision de la part du ministère des Pêches et Océans.

Le communiqué, expédié depuis Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, ne précise pas si les observations ont été faites uniquement au large de cette province ou si elles se sont étendues jusqu'au Québec.

Il n'a pas été possible hier soir de joindre quelque porte-parole que ce soit.

NOUVEAUX AU SALON DU LIVRE 10 au 15 avril 2001

Les Années BOUCHARD
André-Philippe Côté
Illustré par André-Philippe Côté et commenté par Michel David.
Septentrion

NOUVELLE-FRANCE
La grande aventure
Louis-Guy Lemieux
André-Philippe Côté
Septentrion

De tous les... CÔTÉ 2000
Louis-Guy Lemieux
Septentrion

André-Philippe Côté
Mardi 10 avril : 18 h à 19 h
Jeudi 12 avril et vendredi 13 avril : 10 h à 12 h • 14 h 30 à 16 h
Samedi 14 avril : 10 h 30 à 12 h • 15 h à 16 h

Michel David
Mercredi 11 avril : 12 h à 13 h
Jeudi 12 avril : 17 h à 18 h
Vendredi 13 avril : 12 h à 13 h

Louis-Guy Lemieux
Jeudi 12 avril : 18 h à 20 h
Vendredi 13 avril : 20 h à 21 h
Samedi 14 avril et dimanche 15 avril : 14 h et 16 h

Vous pourrez aussi les rencontrer au stand de Septentrion #238.

LE SOLEIL
Sur mesure pour vous



SOMMET DES AMÉRIQUES

Un clou dans le cercueil de l'Argentine

Il vaudrait mieux revamper le MERCOSUR qu'entrer dans la ZLEA

Sous le masque grave du savant professeur, Mario Rapoport, auteur d'une véritable bible sur l'histoire économique et politique de l'Argentine, cache un tempérament fougueux. Il faut l'entendre traiter de « Talibans du marché » ceux qui ont vendu les biens de l'État en Argentine. S'attaquer à la vache sacrée de la parité du dollar et du peso. Dénoncer l'entrée éventuelle de l'Argentine dans la Zone de libre échange des Amériques.

« La ZLEA (qu'on désigne sous le sigle ALCA en espagnol), ce serait le dernier clou planté dans son cercueil. » Monsieur Rapoport prône plu-



Tant de mendiants et de sans-abri, on n'avait jamais vu ça à Buenos Aires, constate Mario Rapoport.



Ghislaine Rheault

GRheault@lesoleil.com

LE SOLEIL EN ARGENTINE

tôt la relance du MERCOSUR (le Marché commun du Cône sud) qui regroupe, depuis 1991, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Ces quatre pays totalisent 43% de la population de l'Amérique latine et les Caraïbes. C'est 240 millions de consommateurs, alors que les pays de l'ALENA en comptent 380 millions. Le Brésil (168 millions) y pèse plus lourd que l'Argentine (36 millions).

Cette union douanière qui bat de l'aile doit être relancée. Le MERCOSUR, avec lequel la Bolivie et le Chili ont conclu des accords, c'est le second marché en importance dans l'hémisphère, après l'ALENA.

« La ZLEA vient détruire le potentiel du triangle Europe, Amérique latine, Amérique du Nord et ouvrir nos frontières au bénéfice des États-Unis et peut-être du Canada. Des pays avec lesquels l'Argentine a eu des problèmes à vendre ses produits. »

La balance du commerce de l'Argentine avec le Canada est déficitaire. Le Brésil achète 30 % de la production de l'Argentine contre 10 % seulement pour les États-Unis.

PESO C. \$ US

« Nous sommes préoccupés, troublés », dit Mario Rapoport, au cours d'une entrevue à l'Institut de recherche en histoire économique et sociale qu'il dirige à l'Université de Buenos Aires. Ce jour-là, il y a de la fièvre dans l'air. Les étudiants se mobilisent. Dans quelques heures, le président de la Rúa congédiera le ministre de l'Économie Lopez-Murphy et appellera Domingo Cavallo au gouvernement.

« Présentement, on essaie de résoudre les problèmes du pays par les voies qui l'ont conduit à la catastrophe. »

Il raille la politique de « convertibilité » du peso, mise en place, avec force de loi, en 1991 par Domingo Cavallo, alors qu'il était ministre sous le gouvernement de Menem : « Changer un

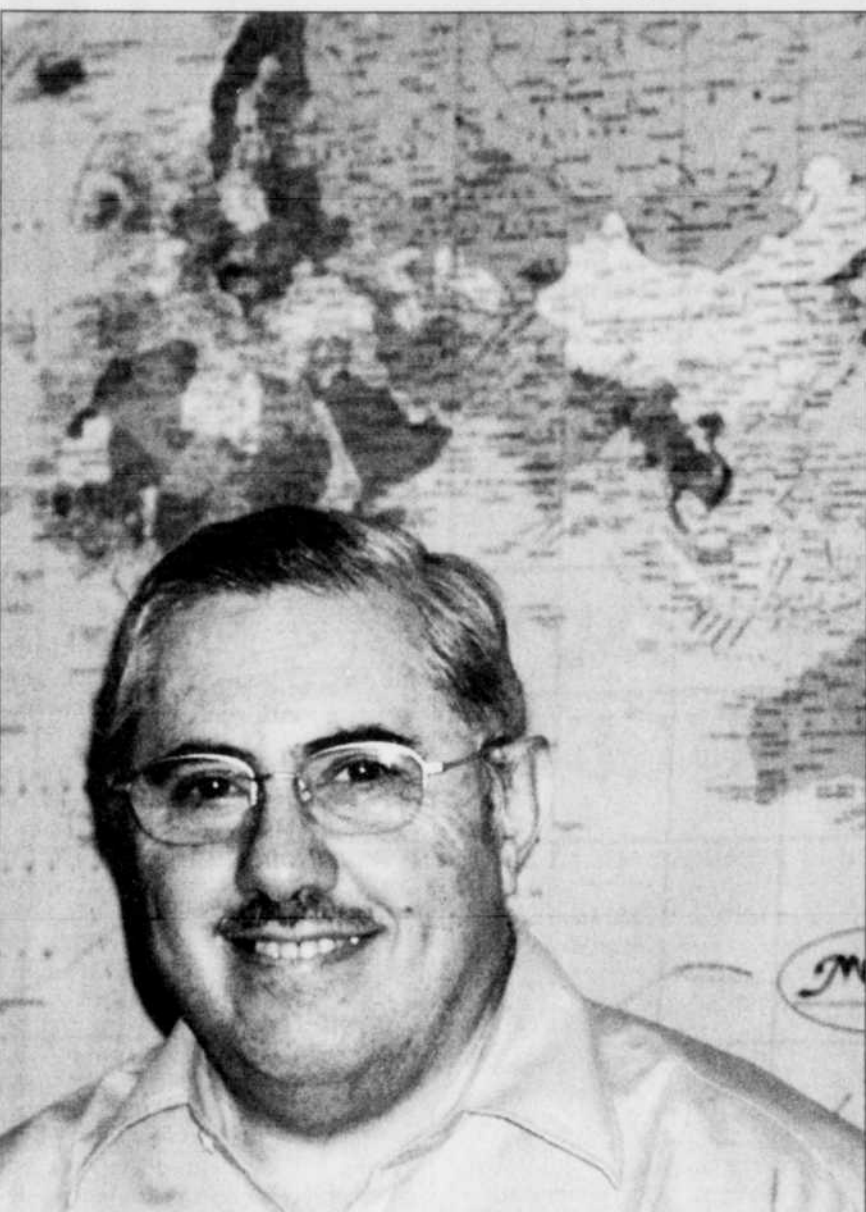
dollar US pour un peso, c'est une fiction. On achète à crédit et on doit rembourser en dollars. Une façon pareille de fonctionner, ça n'existe nulle part au monde. »

« Le Brésil n'a pas créé la fiction du dollar comme l'a fait l'Argentine. Quand le Brésil a subi une dévaluation, en 1999, l'inflation n'a pas été à la même hauteur que le taux de dévaluation. C'est pour ça que la dévaluation a moins touché les Brésiliens. Mais ici, on fait comme si on était un état américain. Le 52^e, peut-être ? » ironise-t-il.

LE SACCAGE DES TALIBANS

« En Argentine, on a presque fait cadeau du pays. On a vendu les biens de l'État. Et on est plus endetté qu'avant. Tant de mendiants et de sans-abri, on n'avait jamais vu ça à Buenos Aires. »

« Les dirigeants du pays poursuivent le processus de dégradation entreprise sous la dictature. La dictature a détruit les ressorts moraux, la solidarité. La démocratie revenue, l'establishment économique libéral a pris le contrôle. Sa politique économique détruit le tissu social et étrangle le pays. »



Le professeur Mario Rapoport ne ménage pas ses critiques à l'endroit des « Talibans » de l'économie argentine.

« Sous le régime de Menem (1989-99), tout ce qui pouvait être vendu l'a été. On a fait des concessions aux grands capitaux. On a garanti la rentabilité aux entreprises étrangères qui ont mis la main sur les biens de l'Argentine. »

« Les tarifs des services publics, eau, téléphone, gaz, sont parmi les plus hauts du monde. Le pays appartient à des multinationales, à des institutions financières qui imposent des taux d'intérêt exorbitants. En plus, les entreprises qui détiennent des quasi-monopoles dans certains marchés échappent à presque toute réglementation. »

« Les privatisations ont été un sacage, tonne le professeur Rapoport. Une partie de la population s'est enrichie. 110 milliards sont sortis du pays. L'évasion fiscale est considérable. Toutes les transactions financières ne sont pas soumises à l'impôt. »

« Mais on n'a pas changé le système d'imposition pervers qui affecte surtout la classe moyenne. Et on continue de réduire les services publics la santé, l'éducation, pour payer la dette externe. L'éducation, c'était une richesse de l'Argentine. Jamais on n'a imposé de frais de scolarité dans les universités publiques depuis la réforme de 1918. »

« Cette politique est tellement perverse qu'elle ne pourrait même pas faire l'objet d'un film de Hollywood », poursuit le professeur Rapoport.

« Ceux qui font ça sont des Talibans. Les Talibans qui veulent détruire le marché en Argentine font la même chose que les Talibans qui détruisent les statues en Afghanistan. »

« À la télévision, tous les jours, on voit plein de Talibans de l'économie. Derrière eux, il y a les organismes internationaux de crédit qui en profitent et touchent les intérêts. »

UN PIÈGE POUR L'ARGENTINE

Monsieur Rapoport ne croit pas que la ZLEA soit une issue de secours pour l'Argentine. Au contraire. « L'entrée de mon pays dans la Zone de libre échange des Amériques, ce serait le dernier clou sur le cercueil. »

Il plaide vigoureusement en faveur de la relance du MERCOSUR, une entente douanière qui bat de l'aile toutefois. Depuis 1995, des conflits se sont dressés entre l'Argentine et ses partenaires. La dévaluation de la monnaie du Brésil lui a fait très mal.

« Mais grâce au MERCOSUR, un

tiers du commerce de l'Argentine se fait avec le Brésil. Ce pays a conservé une force économique que l'Argentine a perdue. Le MERCOSUR ouvre à l'Argentine un marché de 200 millions. La ZLEA viendrait rompre le triangle Amérique du Nord, Europe. »

Il pense que l'Argentine doit faire bloc avec ses voisins du MERCOSUR, et le Brésil notamment qui se méfie de la ZLEA. « L'Argentine ne lutte pas à armes égales avec le Brésil. Mais il faut négocier, défendre les intérêts de chacun. C'est possible de faire bloc avec des pays qui partagent une culture et une expérience historique. Les processus d'intégration culturelle sont plus profonds que les processus économiques. »

« Le Brésil a une économie plus saine que l'Argentine. Il y a aussi de la pauvreté, des inégalités dans ce pays. Mais il y a des forces vives au plans politique et social et les syndicats y sont moins corrompus. J'ai davantage foi en la classe dirigeante du Brésil qu'en celle de l'Argentine, clame le professeur Rapoport. Si la position présente de l'Argentine est aussi floue, c'est que ce gouvernement n'est pas un gouvernement. »

« Ce que je vous dis là, vous ne l'entendrez pas à la télévision, dit-il. À la télé, on n'invite que les économistes libéraux qui viennent dire que le MERCOSUR, c'est de la merde. »

Oui, nous sommes tombés entre les mains des Talibans de l'économie, dit-il.

DES REMÈDES

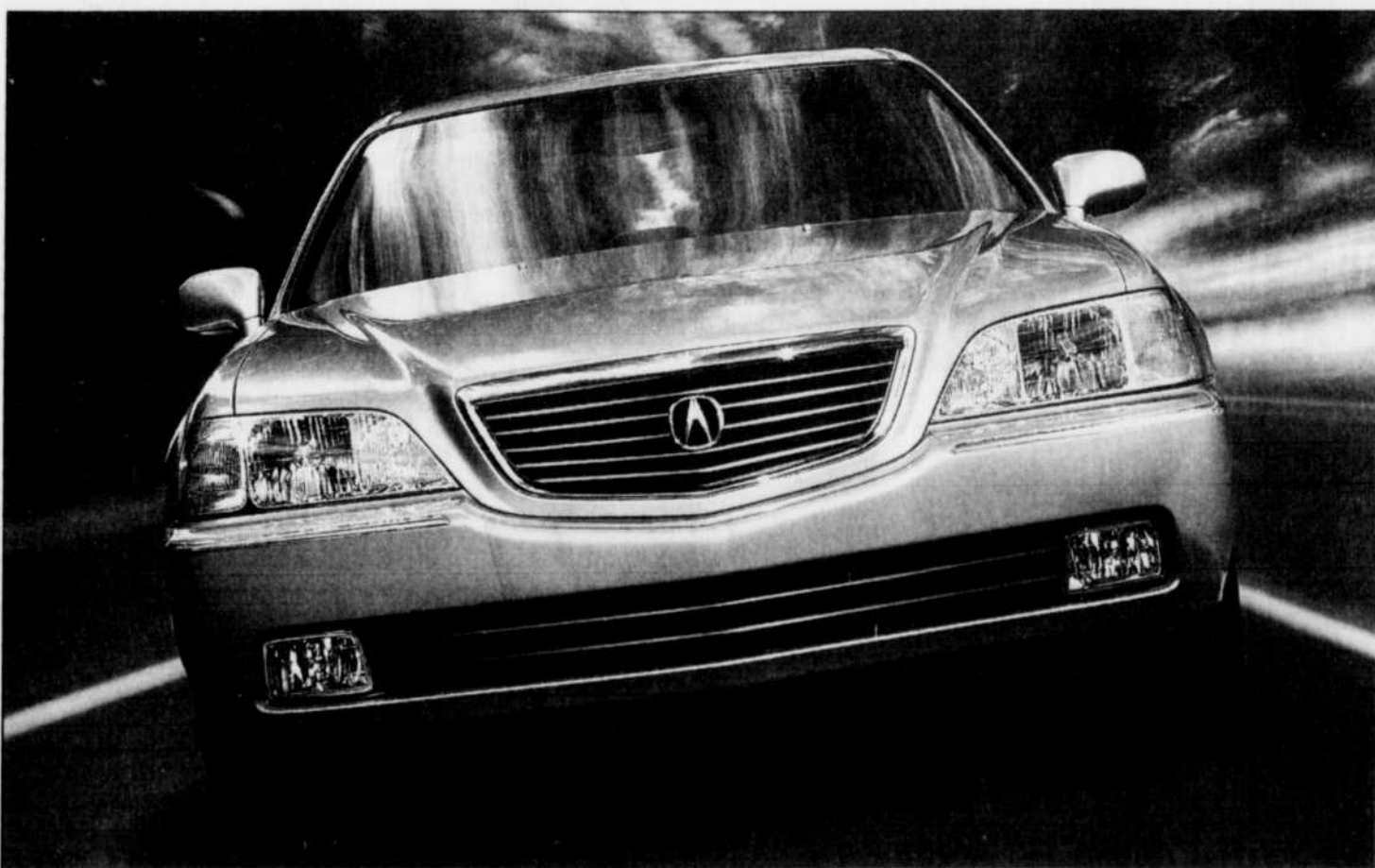
Pour sortir l'Argentine de sa position précaire, le professeur Rapoport croit qu'il faut d'abord renégocier la dette extérieure du pays et réformer le système d'imposition injuste. Il faut prendre les moyens pour que les détenteurs de capitaux paient leur juste part.

« Il faut toucher aux monopoles : par exemple, en cédat au privé la production du pétrole, l'Argentine a perdu beaucoup de revenus d'exportation, dit-il. La compagnie Aerolíneas Argentina était rentable. Mais les Espagnols qui l'ont achetée ont failli la mener à la banqueroute. »

« Quant à la parité dollar-peso, il faudra en sortir, de toute façon. Mais si le pays n'a pas de politique de croissance et d'intégration régionale, nous allons en sortir de la pire façon. »

AUTRE TEXTE

□ S'endetter en \$ US Page A 10



L'Acura RL 2001

598 \$/mois*

La berline Acura la plus raffinée possède : moteur de 210 chevaux

- système d'assistance de la stabilité du véhicule (VSA)
- système de traction asservie (TCS) • coussins gonflables avant et latéraux • habitacle garni de cuir et de ronce de camphre • chaîne sonore Bose® de 225 watts avec changeur CD de 6 disques • système Homelink® • phares à décharge de haute intensité (HID) • système perfectionné de filtration d'air micrométrique • services d'assistance routière 24 heures sur 24 • Pour savoir où se trouve le concessionnaire le plus près, rendez-vous au www.acura.ca ou composez le 1 888 9-ACURA-9.

Ceci devrait améliorer votre temps de réaction.



*OFFRE DE LOCATION-BAIL D'UNE DURÉE LIMITÉE portant sur l'Acura 3.5RL 2001, modèle KA9651JT, et faite seulement par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. Mensualité de location de 598 \$ pendant 48 mois S.A.C. Acompte de 9 765 \$ ou échange équivalent et première mensualité exigibles. Taux annuelisé de location de 5,8 %. Coût total de location de 38 469 \$. Franchise de 96 000 km ; frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation (950 \$) inclus. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Option d'achat au terme de la location-bail pour un montant additionnel. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Pour plus d'information, consultez votre concessionnaire Acura. ®Bose est une marque déposée de Bose Corporation. ®Homelink est une marque déposée de Procter Corporation, une division de Johnson Controls.



40 ans d'édition québécoise

Participez au tirage de la bibliothèque
contenant les titres de la sélection officielle du
40^e anniversaire des Éditions Hurtubise HMH
au Salon du livre de Québec.

Plus d'une centaine de livres à gagner.
Une valeur de près de 3000 \$!

Le tirage aura lieu le dimanche 15 avril au Salon du livre de Québec
au stand des Éditions Hurtubise HMH.

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

Les Éditions Hurtubise HMH, 1815 avenue De Lorimier, Montréal (Québec), H2K 3W6 Tél.: (514) 523-1523

Déposez vos coupons dans la boîte prévue à cet effet au stand des Éditions Hurtubise HMH (n° 217)
au Salon du livre de Québec du 10 avril au 15 avril 2001.

Règlements disponibles au stand des Éditions Hurtubise HMH au Salon du livre de Québec (n° 217)
Les fac-similés ne sont pas acceptés.

Le Refuge des Jeunes une réponse à l'itinérance

À l'occasion de leur 40^e anniversaire,
les Éditions Hurtubise HMH s'associent
à Dan Bigras dans son engagement
envers le Refuge.

Pour chaque vente effectuée
au Salon du livre, l'éditeur s'engage
à verser 20% à l'organisme.

LA DOLLARISATION EN ARGENTINE

Un salaire pesos, des dettes en dollars américains

Acacheter un petit appartement à Buenos Aires ? On peut en trouver un pour 70 000 pesos ou 70 000 US\$. Même chose pour une maisonnette dans la banlieue. Mais ce rêve est difficilement accessible. Un professeur du primaire, par exemple, gagne entre 500 et 1000 pesos par mois. Un professeur d'université à temps plein touche 1000 pesos. De ce salaire, on prélève 17 % pour la sécurité sociale.

Et même si on se serre assez la ceinture, c'est un pense-y bien. 70 000 pesos, ou 70 000 \$ US, en apparence, c'est pareil. La monnaie est au pair. Mais dans les faits, c'est différent. En Argentine, on gagne un salaire en pesos, mais on s'endette en dollars US.

La dollarisation, la « convertibilité » un sujet complexe ? Le citoyen endetté peut le résumer rapidement. Si jamais le peso était dévalué, pour lui, ce serait la catastrophe. Sa dette croîtrait d'autant. Dans ce pays en récession depuis 33 mois, on comprend que la parité du dollar et du peso soit une vache sacrée. Les gens ont le cou-teteau sur la gorge.

Dans ce contexte, on peut comprendre que les discussions sur une Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) suscitent la plus grande indifférence chez les Argentins. Ils ont des soucis plus immédiats. La parité dollar peso est un enjeu omniprésent.

RENFORCER LE MERCOSUR

« Quand le ministre Cavallo a fait adopter cette loi en 1991, on se disait, ça ne va pas tenir deux mois », commente German Sopena, secrétaire général de la rédaction du quotidien *La Nación*. Puis ça ne va pas tenir un an, 2 ans, 5 ans... Ça fait dix ans. Domingo Cavallo revenu à direction du ministère de l'Économie, il est la seule personne sans doute qui pourrait faire marche arrière. C'est le seul qui a l'autorité morale pour le faire. »

Mais M. Sopena serait bien surpris que le ministre revienne sur ses pas.

Comme le professeur Rapoport, il pense aussi que le pays aurait intérêt à en arriver avec des accords rapides avec le Brésil, à accélérer la ré-alisation d'un Mercosur fort.



German Sopena croit aussi qu'il vaudrait mieux faire progresser le MERCOSUR.

« Le Brésil se méfie du projet de ZLEA. Il existe un lobby d'industriels au Brésil qui craignent la concurrence avec les États-Unis. Il y a une résistance forte au Brésil, ce qui n'est pas le cas pour le Chili ni pour l'Argentine qui a une économie plus ouverte, moins d'industries. Comme le Brésil se méfie de la ZLEA, ce serait une stratégie plus habile de faire avancer le MERCOSUR et de faire front commun. Les États-Unis auraient intérêt à offrir davantage aux pays du MERCOSUR pour réaliser la Zone de libre-échange des Amériques. G.R. »

LES CENTRES D'IMPLANTS DU QUÉBEC

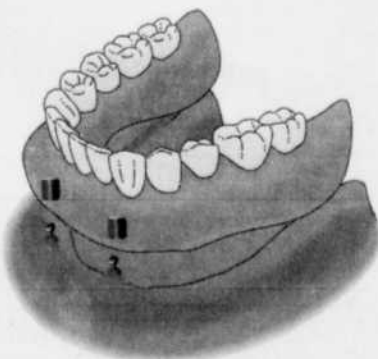
Avoir su que la prothèse sur implants nous aiderait autant...



...nous aurions agi bien avant !

Service d'implantologie depuis 1988 Examen et radiographie gratuits

Prothèse amovible du bas stabilisée par
2 implants + prothèse complète du haut
4 500\$ ou 60\$/mois*



Les Centres d'Implants du Québec et leurs partenaires denturologistes
remercient la confiance de leur clientèle de plus en plus nombreuse
à choisir la prothèse sur implants depuis 1988.

Pose d'implants maintenant accessible dans les 16 cabinets suivants:

Montréal • Québec • Ottawa • Gatineau • Greenfield Park • Joliette • Granby • Magog
Beloeil • Drummondville • Disraeli • Montmagny • Matane • Alma • Dolbeau • Jonquière

Québec : (418) 527-1850

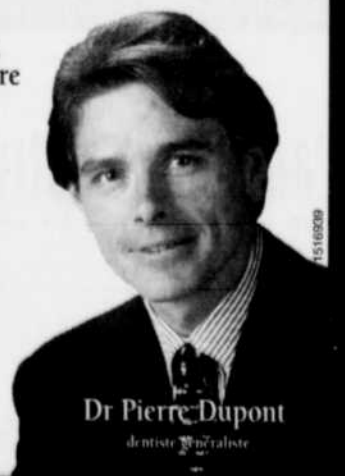
1379, Chemin Ste-Foy, bureau 201, Québec

1 800 268-1850

www.implantsdentaires.com

*L'examen buccal complet, comprenant une radiographie panoramique, est offert gratuitement. Prix comprenant la mise-en-bouche d'une prothèse du bas en acrylique, stabilisée par 2 implants en titane, plus une prothèse complète du haut en acrylique. Ces facilités de paiement sont conditionnelles à l'adhésion à un prêt-santé selon les critères de l'assurance financière et sont basées sur un taux d'intérêt de 8,5% et sur un terme de 10 ans (coût total de traitement = 4 500\$). Le taux est sujet à changement.

**Services de fabrication et pose de prothèses ajustées indirectement aux implants ostéointégrés.



Dr. Pierre Dupont
dentiste implantologiste

Le pape convie les jeunes catholiques à Toronto

CITE DU VATICAN (AFP) - Le pape Jean Paul II a donné rendez-vous aux jeunes catholiques du monde entier à Toronto (Canada) en 2002 pour célébrer la Journée mondiale de la jeunesse (JMJ), en s'adressant aux milliers de fidèles réunis place Saint-Pierre au Vatican, hier, à l'occasion du dimanche des Rameaux.

« Je vous encourage à bien vous préparer pour le prochain important rendez-vous de la Journée mondiale de la jeunesse qui aura pour thème : *Vous êtes le sel de la terre, vous êtes la lumière du monde*. Chers jeunes gens, soyez prêts à accueillir les jeunes du monde entier dans votre beau pays pour un renouvellement de votre propre foi dans le Christ (...) jusqu'à ce que nous nous rencontrions à Toronto », a dit le pape en s'adressant en anglais aux jeunes pèlerins canadiens.

Les JMJ ont lieu chaque année dans les diocèses (le jour du dimanche des Rameaux) et l'année suivante dans une grande ville choisie pour un rassemblement mondial. La première s'était tenue en 1987 à Buenos Aires. Ce furent ensuite en 1989, Saint-Jacques de Compostelle (Espagne), Czechochowa (Pologne) en 1991, Denver (États-Unis) en 1993, Manille (Philippines) en 1995 avec un record inégalé de quatre millions de personnes, Paris en 1997. Les dernières JMJ ont eu lieu avec un an de retard à Rome l'été 2000 pour coïncider avec le Jubilé de l'Eglise catholique.

Une délégation de jeunes Canadiens emmenés par l'archevêque de Toronto, le cardinal Aloysius Matthew Ambrozic, a reçu la « croix des JMJ » remise par une délégation de jeunes Italiens.

En donnant rendez-vous aux jeunes à Toronto en 2002, le pape, malade et âgé de plus de 80 ans, a démontré une nouvelle fois qu'il ne comptait cependant pas démissionner et que sa succession n'était pas à l'ordre du jour.

S'adressant vendredi à de jeunes Romains, il avait d'ailleurs confié : « Même aujourd'hui, les années passent, si Dieu le veut, je ne compte pas m'arrêter, parce que je suis convaincu que dans le contact personnel on peut facilement annoncer le Christ. »

Le pape a un programme chargé ces prochaines semaines, de la Grèce, les 4 et 5 mai, à la Syrie puis à Malte jusqu'au 9 mai.

OBTENEZ L'ADRESSE ET LE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE DE TOUTS NOS PARTENAIRES DENTUROLOGISTES SUR NOTRE SITE INTERNET

NOS PARTENAIRES DENTUROLOGISTES**

QUÉBEC MÉTROPOLITAIN

Serge ASSELIN, d.d.
Georges BELANGER, d.d.
Alain BELLAVANCE, d.d.
Marie Chantal BERNARD, d.d.
Paul BERNARD, d.d.
Manon BOILY, d.d.
Mina CAMBOURIS, d.d.
Richard COUTURE, d.d.
Robert DARVEAU, d.d.
Michel DUGAS, d.d.
Diane FORTIN, d.d.
Frederick FORTIN, d.d.
Ludovic FORTIN, d.d.
Paul GAGNE, d.d.
Pierre GILBERT, d.d.
Rami GRAVEL, d.d.
Michel GUAY, d.d.
Alain HAMEL, d.d.
Stéphane LANGEAIS, d.d.
Nikol LAROCHELLE, d.d.
André LAVOIE, d.d.
Michel LESSARD, d.d.
Robert LETOURNEAU, d.d.
Raymond MORISSETTE, d.d.
Serge TESSIER, d.d.
Joël THIBAUDEAU, d.d.
Martin THIBAUT, d.d.

MONTREAL

Marc BELLERIVE, d.d.
Luc BLOUIN, d.d.
Christian BOISVERT, d.d.
Mario CHAREST, d.d.
Nohel CHENHOT, d.d.
Dario CHIACIO, d.d.
Guy CLOUTIER, d.d.
Luc CLOUTIER, d.d.
Jacques DES GROSSEILLES, d.d.
Daniel DESMARCHELLE, d.d.
Robert GRENIER, d.d.
Wan Su KIM, d.d.
Marie-Hélène LANTIER, d.d.
Donald MASSON, d.d.
Dami NGUYEN, d.d.
Sylvia RUSSELL, d.d.
Sylvie RUSSELL, d.d.
Ira SION, d.d.
Raouf SLIM, d.d.
Gaston THERIEN, d.d.
Basil ZAVELAKOS, d.d.

RIVE-SUD DE MONTREAL

Gilles Jules BEAUCHEMIN, d.d.
Jacques BEAUCHEMIN, d.d.
Gilles BOISVERT, d.d.
David BROCHU, d.d.
Pierre BUCHU, d.d.
Michel DESBOIS, d.d.
René GUERIN, d.d.
Gabriel KARSENTI, d.d.
Oliane LEFEBVRE, d.d.
Jacques LUSIER, d.d.
Rachel ST-CYR, d.d.

NORD ET OUEST DE MONTREAL

Jean-Pierre ARBOUR, d.d.
Paulette BEAULIEU, d.d.
Christian BEAULIEU, d.d.
Michel BERTHIAUME, d.d.
Marc BIGRAS, d.d.
Gaston BOVIN, d.d.
Jean-Pierre CHARTIER, d.d.
André L. CÔTE, d.d.
Claude CUERRIER, d.d.
Serge-André DEMARS, d.d.
Richard EMOND, d.d.
Alain GAUTHIER, d.d.
Claude GOUR, d.d.
Sylvain GRONDIN, d.d.
Marc HEBERT, d.d.
Bruno LEClerc, d.d.
Louis PELLETIER, d.d.
Carl SIMARD, d.d.
Jules TOURIGNY, d.d.
Wayne WOODRUFF, d.d.

ESTRIE, BOIS FRANCS

Eric ALLAIRE, d.d.
Bruno BOISVERT, d.d.
Josée BOURQUE, d.d.
John BOURQUE, d.d.
Robert CASANA, d.d.
André DANEAU, d.d.
Daniel D'ARCY, d.d.
Jean GAGNON, d.d.
Mario GRONDIN, d.d.
Gérard JOHNSON, d.d.
Patrice LAROCHELLE, d.d.
André LEBEVRE, d.d.
Mario PARIS, d.d.
Eric PICARD, d.d.
Denis PROVENCER, d.d.
Linda PROVENCER, d.d.
Louis RABY, d.d.
Robert ROUSSEAU, d.d.
René ST-HILAIRE, d.d.

HULL - GATINEAU - OTTAWA

Jean BELLERIVE, d.d.
Richard DAoust, d.d.
Stéphane DUPONT, d.d.
François FOURNIER, d.d.
Jean HEBERT, d.d.
Serge LACROIX, d.d.
Paul-Marie LAVALLEE, d.d.
Robert MACLEAY, d.d.
Luc PERRON, d.d.

SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

Guy BOVIN, d.d.
Louise CARRIER, d.d.
Monique CHAMPOUX, d.d.
Dany FOLCH, d.d.
Dany FORTIN, d.d.
Robert FORTIN, d.d.
Rome FORTIN, d.d.
Dany GOSSELIN, d.d.
Alain JACOB, d.d.
Annie MORENCY, d.d.
Richard OUELLET, d.d.

EST DU QUÉBEC

Gilles BABIN, d.d.
Dany BOUCHARD, d.d.
Yves DESJARDINS, d.d.
Sébastien DESROSIERS, d.d.
Yves NORMAND, d.d.
Mindy SAVARD, d.d.
Richard STE-CROIX, d.d.

LANAUDIÈRE

Luc BLOUIN, d.d.
Richard TREMBLAY, d.d.
Yvan CLARK, d.d.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Les douces passent à l'action

VANCOUVER (PC) — Les infirmières de Colombie-Britannique sont prêtes à exercer des moyens de pression dès ce matin pour appuyer leurs demandes de hausse salariale.

Elles réclament une augmentation de salaire de 60%, ce qui porterait leur rémunération, pour une infirmière au sommet de l'échelle, à 42\$ de l'heure, soit la plus élevée au pays.

Debra McPherson, la présidente du syndicat des infirmières de la province, a déclaré dimanche que les infirmières commenceront par s'abstenir de pratiquer des tâches non spécifiquement dévolues aux infirmières — elles refuseront de répondre au téléphone, de remplir des formulaires, de transporter des patients ou de vider des sacs de blanchisserie. La semaine dernière, les in-

firmières avaient voté en faveur de la grève dans une proportion sans précédent de 95,5%.

Les 26 000 infirmières de Colombie-Britannique négocient avec l'association des employeurs en santé de la province depuis janvier dernier. Leur convention collective est échue depuis le 31 mars. L'employeur a refusé de leur soumettre une contre-offre tant qu'elles ne réduiront pas leurs demandes. Il n'a pas été possible d'obtenir les commentaires de l'association des employeurs.

Mais M^{me} McPherson a indiqué que les infirmières n'ont pas l'intention de réduire leurs demandes et qu'elles pourraient recourir à des moyens de pression plus musclés, tout dépendant de l'issue de la prochaine ronde de négociations, qui débute demain.

Santé: une organisation catastrophique

■ MONTRÉAL — La Fondation québécoise du cancer a profité de la Journée mondiale de la santé, samedi, pour dénoncer le manque d'organisation dans les soins de santé au Québec. Le président de l'organisme, le Dr Pierre Audet-Lapointe, qualifie la situation de catastrophique. Il souligne que plusieurs patients atteints de cancer ne reçoivent

pas leurs soins assez rapidement, en raison des lacunes du système. Il déplore aussi le peu d'équipements dont disposent les hôpitaux. Le Dr Audet-Lapointe trouve aussi inconcevable que des patients doivent encore se rendre aux États-Unis, malgré la compétence reconnue des ressources médicales au Québec. (PC)

Délice d'été



Âgé de trois ans, le petit Jamie Ramirez a savouré hier à Toronto un cornet de crème glacée alors que le mercure est grimpé particulièrement haut pour un 8 avril, dépassant les 20°C dans plusieurs villes du sud de l'Ontario.

RECOURS PRÉSUMÉ À UN ESPION
L'Alliance tente de faire diversion

OTTAWA (PC) — L'espionnage politique n'est certes pas aussi fréquent ici qu'aux États-Unis, mais les Canadiens risquent de se montrer plutôt tolérants envers l'Alliance canadienne, compte tenu de l'arrogance soutenue du gouvernement libéral, estime un politologue de l'Université d'Ottawa.

Le gouvernement et d'autres partis d'opposition ont accusé l'Alliance de faire de la « petite » politique après que Stockwell Day eut admis avoir rencontré un agent secret qui a raconté au *Globe and Mail* avoir touché 6500\$ pour « déterrer » des renseignements susceptibles de faire mal aux libéraux.

M. Day a nié avoir embauché l'homme décrit comme un ex-agent du département américain de la Justice. « Politiquement, Stockwell Day se trouve dans une situation délicate, avance le politologue François-Pierre Gingras. Mais il pourrait bénéficier d'une certaine indulgence, car la population trouve elle aussi que le premier ministre et son équipe manifestent une grande arrogance. »

Selon M. Gingras, les recherches menées par les conservateurs — en dépit de leurs maigres ressources — sur la vente de l'Auberge Grand-Mère, dont M. Chrétien fut coactionnaire, semblent plus fructueuses que celles de l'Alliance. « Je ne pense pas que les Canadiens considèrent actuellement l'Al-

liance comme une bonne opposition, dit le politologue. On peut facilement comprendre que certains députés du parti tentent chacun de leur côté de déboucher quelque chose qui leur redonne leur visibilité. »

Stockwell Day a dit samedi avoir fait enquête au sujet d'une allégation selon laquelle l'homme aurait reçu une somme de 6500\$ à titre d'essai, avec la promesse d'un emploi à plein temps s'il parvenait à en savoir plus long sur le gouvernement libéral de M. Chrétien.

« J'ai vérifié, et il semble que ça ne se soit jamais produit, a-t-il déclaré. M. Chrétien nous donne déjà assez de matière pour prouver qu'il a été en conflit d'intérêts, a-t-il déclaré. Et cela se fait très facilement, sans qu'il soit nécessaire d'engager quelqu'un. »

M. Day a aussi affirmé qu'il n'était nullement au courant des démêlés de l'agent secret avec la police. L'homme a déjà été arrêté pour viol de domicile et aurait été soupçonné d'une fraude d'assurances par la GRC. Les accusations ont cependant été retirées. L'individu, en raison de ses activités passées aux États-Unis et de ses liens avec les malfaiteurs criminels ontariens et québécois, a reçu plusieurs menaces de mort, c'est pourquoi le *Globe* a refusé de publier son nom, ne voulant pas mettre sa vie en danger.



Toyota et ses Jours Étiquettes Rouges sont de retour. plus...

COROLLA CE plus

- Moteur 4 cylindres de 1,8 litre et 125 ch avec VVT-i • Véhicule à faibles émissions (LEV)
- Cotes de consommation MANUELLE - 7,3/5,3 L/100 km - 39/53 mi/gal. Ville/Route*
- Radio AM-FM avec lecteur de CD et montre intégrée • Miroir de pare-soleil pour conducteur et passager avant
- Ancrages pour sièges de bébé • Verrous de protection pour enfants à l'arrière • Pare-chocs de couleur assortie

770 \$* en valeur sûre

- Système d'accueil sans clé et verrous de portières assistés • Enjoliveurs de roue complets • Climatiseur
- Banquette arrière divisée 60/40 • Pare-boue avant et arrière • Moulures protectrices latérales



Financement au détail de **1,9 %**** jusqu'à 36 mois ou location de **219 \$***** par mois pendant 48 mois.

CAMRY CE plus

- Moteur 4 cylindres de 2,2 litres et 136 ch • Véhicule à émissions ultra faibles (ULEV)
- Cotes de consommation AUTOMATIQUE - 10,1/6,8 L/100 km - 28/42 mi/gal. Ville/Route*
- Pneus Dunlop P205/6R15 avec pneu de secours grandeur normale • Banquette arrière divisée 60/40 • Bouches de chaleur à l'arrière • Pare-boue avant et arrière • Accès au coffre de l'intérieur
- Verrous de protection pour enfants à l'arrière • Enjoliveurs de roue complets

1 010 \$* en valeur sûre

- Climatiseur • Radio AM-FM avec lecteur de CD et 4 haut-parleurs • Glaces et verrous de portières assistés
- Régulateur de vitesse • Rétroviseurs de couleur assortie à télécommande assistée • Système d'accueil sans clé



Financement au détail de **1,9 %**** jusqu'à 36 mois ou location de **299 \$***** par mois pendant 48 mois.

SIENNA CE plus

- Moteur V6 de 3,0 litres et 210 ch avec VVT-i (maximise l'efficacité) • Véhicule à faibles émissions (LEV)
- Cotes de consommation AUTOMATIQUE - 12,4/8,8 L/100 km - 23/32 mi/gal. Ville/Route*
- Verrous de protection pour enfants aux portières latérales • Ancrages pour sièges de bébé
- Radiocassette AM-FM avec lecteur de CD et 4 haut-parleurs • Deux portières latérales arrière coulissantes
- Banquette arrière divisée 50/50, rabattable, amovible et coulissante avec inclinaison du dossier
- Climatiseur jumelé • Dégivrateurs de glaces latérales • Glaces latérales arrière pivotantes à verre teinté

987 \$* en valeur sûre

- Régulateur de vitesse • Glaces et verrous de portières assistés • Éclairage d'accueil
- Dispositif « oubli de clé » • Maintien temporaire du courant • Graphiques aux revêtements latéraux
- Rétroviseurs extérieurs à télécommande assistée • Immobilisateur du moteur



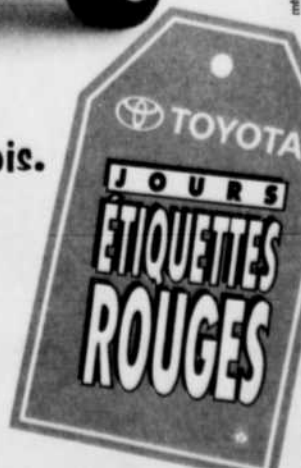
Financement au détail de **1,9 %**** jusqu'à 36 mois ou location de **299 \$***** par mois pendant 48 mois.

TOYOTA

1 888 TOYOTA-8 • www.toyota.ca



Plans de location/financement de Toyota Crédit Canada Inc. Approbation du crédit requise. *Cotes de consommation (ville/route) basées sur les Corolla CE Plus/Camry CE Plus/Sienna CE Plus de l'année-modèle 2001 pour le moteur indiqué. **Montant de la contribution du fabricant pour les caractéristiques décrites. ***Exemple de financement : 20 000 \$ à 1,9 % par année équivaut à 572 \$ par mois pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 592 \$ pour un total de 20 592 \$. Aucun acompte requis. Frais d'immatriculation, de transport et de préparation, assurance et taxes en sus. ****La location est basée sur une location-bail de 48 mois et d'un taux de location des 7,9 %/5,9 %/5,9 % sur la Corolla CE Plus, la Camry CE Plus et la Sienna CE Plus respectivement (modèles BR12EM-B avec boîte manuelle, BG22KP-B avec boîte automatique, ZF19CS-B avec boîte automatique). Acompte de 3 045 \$/3 945 \$/5 475 \$ ou échange équivalent. Premier paiement et dépôt de garantie de 275 \$/350 \$/350 \$ exigés au moment de la livraison. Coût total de la location de 13 557 \$/18 297 \$/19 827 \$ et prix de l'option d'achat de 8 200,80 \$/11 759,90 \$/14 472,15 \$ basés sur un maximum de 96 000 kilomètres. Des frais de 0,07 \$/0,10 \$/0,10 \$ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire. En fonction d'un PDSF de 17 085 \$/25 565 \$/29 535 \$. La location comprend un maximum de 995 \$/1 095 \$/1 245 \$ des frais de transport et de préparation. Offres valables sur tous les nouveaux modèles Plus 2001 loués ou achetés avant le 31 mai 2001. ****Certaines conditions s'appliquent. Le concessionnaire peut louer/revendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour plus de détails.



Plusieurs pays font la cour au Canada

Le système judiciaire canadien peut sauver les démocraties fragiles

■ TORONTO (PC) — La juge en chef de la Cour suprême croit que le Canada a le devoir d'aider les pays en développement à mettre sur pied leur système judiciaire.

Dans un discours livré jeudi à des gens d'affaires à Toronto, la juge Beverley McLachlin a déclaré qu'un bon système judiciaire est essentiel au développement humain et économique.

Toutefois, si certains petits pays peuvent compter sur un système judiciaire hérité de l'époque coloniale, d'autres n'ont pas cette chance et ils se sont tournés vers le Canada pour obtenir de l'aide, a expliqué M^{me} McLachlin. « La demande est telle que les délégations se succèdent régulièrement à la Cour suprême du Canada pour tenter de mieux comprendre notre système judiciaire », a-t-elle ajouté.

« Leur objectif, soulignent-ils, est d'améliorer leur propre système, et ils admirent le système canadien, d'où leur désir d'obtenir notre aide et profiter de notre expérience », a

poursuivi la juge en chef. Même de grands pays comme la Chine ont dû partir de rien pour mettre en place leur système judiciaire, après une suite de régimes qui ont aboli les lois.

Même que dans certains cas, les mécanismes judiciaires que les Canadiens tiennent pour acquis n'existent tout simplement pas dans ces pays.

Ainsi, en Chine, seulement 10 % des juges ont une connaissance de base de ce que nous considérons comme des principes de droit et, dans plusieurs pays, la notion qu'un juge n'a pas à consulter un ministre avant de rendre une décision qui concerne son ministère est considérée comme absurde.

Selon la juge McLachlin, le système judiciaire canadien arrive en deuxième place par son efficacité, après le Danemark. C'est un système qui respecte la diversité de par son mélange d'influences venant d'Europe et d'Amérique. Le système est également transparent et facilement accessible. « Un bon système judiciaire permet aux citoyens comme aux pays de pouvoir atteindre leur plein potentiel de développement, tout en assurant les droits juridiques de chaque personne qui estime avoir été lésée », a conclu la juge.

Le Canada arrive bon deuxième derrière le Danemark



La rage au volant touche toutes les couches de la société.

Du calme!

Le nouveau ministre ontarien des Transports veut enrayer la rage au volant

TORONTO (PC) — Le phénomène de l'agressivité au volant laisse tout le monde perplexe — des sociologues aux responsables de la loi et de l'ordre, affirme le nouveau ministre des Transports de l'Ontario.

Selon Brad Clark, on ne peut attribuer clairement la conduite dangereuse au stress des conducteurs d'âge moyen ou aux « hormones » chez les jeunes conducteurs. C'est un phénomène qui touche toutes les couches de la société, et qui représente une menace grandissante, affirme M. Clark.

Le ministre se demande pourquoi les gens se servent de leur véhicule comme d'une arme — qui peut s'avérer mortelle — et croit que personne ne peut encore l'expliquer avec certitude.

Cette absence de consensus l'incite à demander qu'on passe en revue toutes les études disponibles sur le sujet. M. Clark entend aussi tenir un colloque sur la rage au volant, après en avoir discuté avec un groupe d'experts de la route — dont des responsables policiers, des experts en santé, des groupes de citoyens et de camionneurs.

M. Clark a lui-même été témoin récemment de deux incidents de rage

sur la route dans son comté. Dans un cas, deux voitures se sont tamponnées à répétition. Dans l'autre, un piéton enragé qui s'était fait couper la voie par un automobiliste a extirpé le conducteur de son véhicule par la fenêtre et l'a roué de coups de poing avant de s'enfuir en courant.

La sensibilisation de la population est une solution qu'envisage le ministre Clark, qui s'intéresse à un programme national conçu par le militant en fauteuil roulant Rick Hansen. En vertu de ce programme, certaines provinces prélèvent désormais 20 % supplémentaires sur toutes les contraventions.

L'argent ainsi perçu va à une fondation pour les neurotraumatismes, par exemple, et ce fait est mentionné sur la contravention.

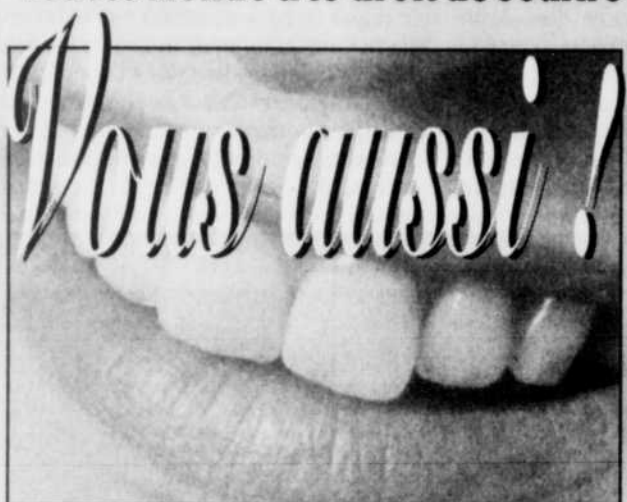
« C'est une idée intéressante. Il y a une corrélation directe qui s'impose à l'esprit de la personne qui a commis une infraction, quant aux résultats d'une conduite agressive », M. Clark a ajouté qu'il soumettrait l'idée au groupe consultatif. « Nous devons promouvoir un débat public. Il y a un besoin d'éducation », a-t-il conclu.

Un automobiliste averti en vaut deux

■ QUÉBEC — Automobilistes, soyez prévenus... Une vaste opération de contrôle de la vitesse, dans les zones de 50 kilomètres à l'heure, débute aujourd'hui. Elle se poursuivra jusqu'au 22 avril. L'opération est organisée par la Société de l'assurance automobile du Québec en partenariat avec les différents corps policiers du Québec. La

SAAQ note que c'est dans les zones de 50 kilomètres à l'heure que l'on retrouve le plus grand nombre d'accidents avec blessés graves et légers. Chaque année, au Québec, on déplore 200 décès et 6000 blessés en raison de la vitesse excessive. C'est la plus importante cause d'accidents après l'alcool au volant. (PC)

Tout le monde a le droit de sourire



- 2 prothèses complètes de qualité à partir de 495 \$
- engagement de satisfaction écrit
- prothèses personnalisées • facilités de paiements • aucune taxe • consultation gratuite
- service courtois • informez-vous dès maintenant

Audrey Béliveau et Jean-Guy Béliveau
denturologistes

Sainte-Foy Charlesbourg Saint-Apollinaire
659-7769 623-9452 881-2100

offre incroyable!

Verres et (simple vision plastique) monture

Avec coupon Parmi une sélection de montures

99\$ TOUT COMPRIS

SEULEMENT

Examen de la vue par un optométriste

ST-LAURENT & WAGNER
OPTICIENS

LUNETTES, VERRES DE CONTACT

Carrefour La Pêrade
3440, ch. des Quatre-Bourgeois
Sainte-Foy
653-0191

Il y a 7 ans,
ils s'installaient dans leur 4 et demi...



Ce soir,
ils quittent le petit écran.

Soirée 4 et demi...

19 h 30 ... 4 et demi... Bye Bye
20 h Dernier épisode de 2 heures



ICI RADIO-CANADA

Spoliée par sa banque ?

■ HALIFAX — Une femme qui soutient que la Banque Scotia la spolie d'un placement de 30 000 \$ s'est fait dire par le président de la banque qu'elle n'aurait pas son argent. Désespérée, M^{me} Delores Forrest avait tenté d'amener la banque à changer sa décision en affrontant publiquement le président du conseil de la banque, Peter Godsoe, devant les médias, à l'assemblée annuelle des actionnaires, le mois dernier. M. Godsoe lui avait fait savoir qu'on «vérifierait à nouveau» où était cet argent, et qu'on communiquerait avec elle d'ici deux semaines. M^{me} Forrest a récemment reçu une lettre où on lui annonce qu'après une vérification minutieuse, la banque n'a trouvé aucun dossier faisant état d'un certificat de placement garanti qui aurait été acheté par elle en 1979, et lui dit comprendre sa déception. M^{me} Forrest soutient avoir fait l'acquisition d'un CPG de 4000 \$ — toutes ses économies de l'époque — en 1979, alors qu'elle ne gagnait que 6000 \$ par an. Elle comptait se servir de cette somme pour payer l'éducation universitaire de sa fille. Elle a retrouvé le certificat d'investissement original l'an dernier. Mais lorsqu'elle a tenté de l'encaisser, en avril 1999, la banque n'en avait aucune copie. Selon la Scotia, M^{me} Forrest a probablement déjà encaissé le CPG. En avril dernier, elle avait tenté de poursuivre la banque, mais le tribunal l'a déboutée. (PC)



La petite Camilo Sandoval n'a pas survécu à la greffe du foie qu'elle a subie vendredi au Mount Sinai Medical Centre à New York. Le bébé de cinq mois est décédé samedi soir, ont rapporté les autorités de l'hôpital. Bébé Camilo avait été ramenée d'urgence sur la table d'opération, samedi, à la suite d'une baisse dramatique de sa pression sanguine. Camilo avait reçu son foie d'une femme d'une cinquantaine d'années de la région de Vancouver. La famille avait décidé de se rendre à New York parce que la loi canadienne stipule que le donneur doit faire partie de la famille ou des amis proches. (PC)

Le cerveau compense ses faiblesses post-traumatiques

HELEN BRANSWELL
Presse canadienne

TORONTO — Le cerveau se rétablit plus facilement après un traumatisme sérieux quand on fait porter les efforts de réadaptation sur les tâches à accomplir plutôt que sur l'amélioration des fonctions cognitives, affirment deux chercheurs canadiens.

Leurs travaux appuient en somme la théorie voulant qu'un cerveau endommagé peut compenser une perte en développant une nouvelle façon d'accomplir une tâche, en contournant en quelque sorte les circuits normaux devenus inaccessibles.

Mais selon le coauteur de l'étude, Norman Park, du centre de soins gériatriques Baycrest de Toronto, ceux qui favorisent le traitement habituel de réadaptation thérapeutique risquent de ne pas accepter d'emblée la proposition que leur traitement est inefficace dans le cas de traumatismes crâniens modérés à graves.

«Je m'attends à une belle controverse sur la question, affirme M. Park. Mais c'est une chose nécessaire. Ils devront entendre mes arguments et seront en même temps obligés de justifier les leurs.»

M. Park, un psychologue spécialiste de la réadaptation cognitive, ainsi que

sa collègue Janet Ingles, une psychologue de l'Université Dalhousie, à Halifax, ont effectué leur recherche sur les cas de réadaptation des personnes qui ont subi des traumatismes crâniens.

Ils ont ainsi analysé les conclusions de 30 études, déjà publiées, impliquant un total de 359 personnes souffrant de traumatismes crâniens, ce qui est considéré comme une tranche statistique fort valable pour une étude du genre. La plupart des traitements étaient basés sur la réadaptation thérapeutique, considérée comme efficace par la plupart des spécialistes.

L'objectif du traitement est d'augmenter le niveau d'attention des patients. Une déficience de l'attention est en effet l'une des conséquences les plus dévastatrices et les plus communes d'un traumatisme au cerveau. Les activités jadis les plus simples, comme conduire une automobile ou tenir une conversation normale dans un restaurant bruyant, deviennent des défis majeurs pour les patients en réadaptation.

Le consensus médical veut donc que la meilleure façon d'améliorer l'attention consiste à faire effectuer aux patients des exercices répétitifs renforcés par une stimulation visuelle et auditive.

Le raisonnement à la base de ce traitement, selon M. Park, «c'est que le cerveau fonctionne un peu comme un muscle, et la meilleure façon de réhabiliter les muscles, c'est de faire des exercices. Mais dans le cas du cerveau, on doit parler d'exercices cognitifs.

«Nos conclusions ne permettent pas d'appuyer la validité de cette méthode», ajoute le chercheur.

La réadaptation aux tâches à accomplir donne toutefois de meilleurs résultats. Le cerveau semble alors prendre le contrôle et trouve des façons de compenser les dommages subis, dit-il.

Selon M. Park, c'est un peu comme un taxi bloqué dans un bouchon de circulation. Quand il est devenu impossible de se rendre à destination par l'itinéraire original, alors on change d'itinéraire.

«Nous avons du mal à comprendre comment cela se passe vraiment, mais une chose que nous comprenons bien, c'est que ça ne sert à rien au taxi d'insister pour demeurer sur le trajet original. Si on laisse le taxi se débrouiller tout seul, il arrivera à destination par un autre chemin.»

Les travaux de M. Park et M^{me} Ingles sont publiés aujourd'hui dans le numéro d'avril du journal de l'American Psychological Association.



DÉTENEZ LE POUVOIR

ALTIMA

1,8% **
FINANCEMENT
À L'ACHAT
**LE POUVOIR D'ÊTRE
HEUREUX.**



ENSEMBLE ÉLECTRIQUE
RADIO AM/FM/CD
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H
CLIMATISEUR
MOTEUR 2,4 L DE 155 CHEVAUX
SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES
MOULURES LATÉRALES
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

279\$

PAR MOIS, location 48 mois*

0 \$ acompte disponible



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour l'Altima GXE 2001 (T4RG51 AA00). Acompte ou échange équivalent de 3295 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,08 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. **Taux de financement à partir de 1,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

En retard, mais elles sont là

■ **BAIE-DU-FEBVRE** — En raison du froid et de la neige qui couvre toujours le sol, les oies blanches sont en retard à leur rendez-vous printanier, mais elles sont encore là, cette année, dans la plaine d'inondation du lac Saint-Pierre et aux alentours. Thérèse Gobeil, du Centre d'interprétation de Baie-du-Febvre, a vu ses premières oies dans le ciel au début de cette semaine. Le nombre s'est accru, mercredi, et il y en avait encore davantage jeudi. Les organisateurs de Regard sur l'oie blanche peuvent donc dormir en paix. L'événement nature et culture a pu avoir lieu comme prévu du 7 au 16 avril. Il reste que la nature pose un problème pour les oiseaux migrateurs en mal de ravitaillement puisque la neige recouvre toujours le sol et qu'on ne retrouve pas encore ces grands plans d'eau à découvert que les oies apprécient tant pour se reposer durant la nuit. Christian Hart, biologiste et président du Centre d'interprétation et de la Corporation de développement économique de Baie-du-Febvre, estime que le mouvement d'arrivée des oies va continuer à s'accroître. Comme les champs ne sont pas encore en eau dans les haltes migratoires et que la nourriture n'est pas disponible puisqu'on commence à peine à déviner les labours, les oies profitent surtout de la disponibilité de la batre pour se reposer présentement. (PC)

AVIS LÉGAUX • APPELS D'OFFRES • SOUMISSIONS • ENCANS
Également placés gratuitement sur Internet
www.appels.doffres.com

VILLE DE QUÉBEC APPEL D'OFFRES

FOURNITURES ANNUELLES POUR SURFACES AMORTISSANTES EN FIBRE DE BOIS HAUTE PERFORMANCE POUR L'ANNÉE 2001 PROJET PBS 2001041

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné que des offres cachetées, scellées et endossées «Projet PBS 2001041 / Fournitures annuelles pour surfaces amortissantes en fibre de bois haute performance pour l'année 2001», et adressées au Greffier de la Ville, Hôtel de Ville de Québec, 2, rue des Jardins, bureau 216, Québec G1R 4S9, seront reçues jusqu'à quatorze heures quinze (14h15) heure locale, le lundi 23 avril 2001, heure et date de l'ouverture publique des soumissions.

Les contrats régis par le présent appel d'offres consistent principalement en la fourniture, la livraison et l'installation de fibre de bois haute performance dans différents parcs sur le territoire de la ville de Québec.

Les soumissionnaires peuvent se procurer les documents d'appel d'offres en s'adressant à :

- Secrétariat du Service de l'ingénierie situé au 65, rue Sainte-Anne, rez-de-chaussée, Québec, entre 8h30 et 12h et 13h30 et 16h. Les soumissionnaires peuvent obtenir les renseignements pertinents en téléphonant au (418) 691-6583.

- CIEC, via Internet (<http://www.ciec.net>) ou par téléphone au 1-800-482-2432. Cette firme ne peut toutefois fournir aucun renseignement d'ordre technique ou administratif relativement à l'appel d'offres. La Ville n'encourt aucune responsabilité du fait que les avis écrits ou documents quelconques véhiculés par système électronique soient incomplets ou comportent quelque erreur ou omission que ce soit.

Des frais non remboursables de 25\$ (taxes incluses) sont exigés pour obtenir de la Ville les documents d'appel d'offres. Ces frais sont payables en argent, mandat-poste ou chèque émis à l'ordre de la Ville de Québec. L'obtention des documents par l'entremise de CIEC est sujette à la grille de tarification de cet organisme.

Chaque soumission, pour être acceptée, doit être accompagnée :

- d'une garantie de soumission au montant de 10 000\$ et ;
- d'une lettre d'engagement à fournir une garantie d'exécution correspondant à 50% du montant de la soumission et ;
- d'une lettre d'engagement à fournir une garantie de paiement de main-d'œuvre, des matériaux et des services correspondant à 50% du montant de la soumission ;

selon les formes prévues aux documents d'appel d'offres. D'autres exigences peuvent également figurer dans les documents de l'appel d'offres.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat les soumissions des entreprises ayant un établissement au Québec ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, si requis, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1) et ses règlements.

Les soumissionnaires sont priés de noter que le Bureau du greffier est ouvert de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h30. Ils peuvent toutefois déposer leur soumission entre 12h et 13h30 à l'endroit prévu à cette fin (porte 214). Les personnes intéressées à assister à l'ouverture des soumissions peuvent le faire en se rendant au Bureau du greffier à la date et à l'heure qui marquent l'expiration du délai accordé pour la réception des soumissions.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Le greffier de la Ville
Antoine Carrier, avocat, o.m.a.

Québec, le 16 mars 2001

Une victime sur les routes

■ **MONTREAL** — Au moins une personne a perdu la vie sur les routes du Québec, en fin de semaine. Une jeune femme de 21 ans s'est tuée lors d'un accident survenu durant la nuit de samedi à dimanche à Dégelis, en Gaspésie. Selon la police, la victime, de Saint-Jacques, au Nouveau-Brunswick, filait à vive allure sur la route 185, qu'elle avait empruntée en sens inverse, lorsque son véhicule est entré en collision avec une autre voiture, dont les deux occupants ont été blessés. Une autopsie sera pratiquée sur le corps de la victime afin de déterminer si l'alcool a joué un rôle. (PC)

Folle poursuite

■ **MONTREAL** — À Montréal, une poursuite policière impliquant un véhicule de la Sûreté du Québec a résulté en un accident qui a fait quatre blessés, dont deux enfants. Les policiers ont tenté d'intercepter une automobile qui louvoyait sur l'autoroute 15 pour vérifier l'état du conducteur. Ce dernier a accéléré pour échapper aux patrouilleurs, mais il a par la suite perdu le contrôle de sa voiture qui a violemment heurté un muret, à la sortie de l'autoroute. Un enfant en bas âge a subi de graves blessures, mais sa vie n'est plus en danger. (PC)

AVIS LÉGAUX • APPELS D'OFFRES • SOUMISSIONS • ENCANS
Également placés gratuitement sur Internet
www.appels.doffres.com



APPELS DE SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.hydroquebec.com/soumissionnez ou en composant un des numéros de téléphone suivants :

Montréal et environs : (514) 745-5720
Extérieur : 1 800 363-0910

AVIS PUBLIC

Adoption du budget d'investissement 2001-2002

Prenez avis que la Commission scolaire des Découvreurs procédera à l'adoption du budget d'investissement 2001-2002, à la séance du Conseil des commissaires du mardi 24 avril 2001, à 20h, au centre administratif situé au 945, avenue Wolfe, Sainte-Foy.

Donné à Sainte-Foy, ce 9^e jour du mois d'avril 2001.

Le secrétaire général,
Pierre R. Tremblay, avocat

Commission scolaire
des Découvreurs



Le ministre d'État aux Affaires municipales, Claude Boucher.

FUSIONS MUNICIPALES Des avenues prometteuses pour les centres-villes

CANTON D'ORFORD (PC) — Selon le Secrétaire d'État responsable des infrastructures municipales du Québec, M. Claude Boucher, les fusions municipales ouvriront des avenues très prometteuses aux centres-villes et aux artères commerciales.

«Elles favoriseront non seulement leur stabilisation mais aussi leur développement», a déclaré vendredi l'élu provincial de Johnson devant les membres du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales du Québec, réunis en congrès depuis mercredi dans le Canton d'Orford.

M. Boucher a affirmé que les grandes villes et les villes de taille moyenne créées par les fusions disposeront d'outils qui leur permettront de gérer de façon plus efficace et plus rentable le développement de leurs secteurs commerciaux et industriels et mettront fin à une concurrence improductive entre voisins.

«Les fusions permettront aussi d'établir une plus grande équité fiscale, de répartir plus justement le coût des services et elles rendront plus facile la remise à flots des secteurs aux prises avec des difficultés», a-t-il ajouté.

Il s'est aussi dit convaincu que, du fait des fusions, l'exode des ménages et des entreprises sera freiné puisque les nouvelles villes auront les pouvoirs et les outils nécessaires pour mettre en valeur les secteurs insuffisamment ou mal utilisés, ou encore ceux qui sont à l'abandon.

«L'étalement urbain sera ralenti, j'en suis sûr, l'abandon des zones commerciales traditionnelles cessera et les centres-villes et les artères commerciales redeviendront les locomotives du développement qu'ils ont été dans un passé pas si lointain», a-t-il affirmé.

M. Boucher, qui a rappelé que des comités de transition seront chargés de mettre en place les conditions favorables au bon fonctionnement des nouvelles villes, a invité les congressistes — au nombre d'environ 140 — à faire connaître leurs attentes à ces comités.

«Vous jouez un rôle important dans le milieu où vous êtes en affaires. Vous savez mieux que quiconque de quoi vous avez besoin pour le jouer encore mieux. Pour que vous et le milieu que vous servez tiriez les plus grands avantages possibles des fusions, vous devez faire part de vos attentes aux comités de transition, car ce sont eux qui ont le pouvoir de mettre en place le cadre qui permettra d'y répondre», a-t-il conclu.

AVIS LÉGAUX • APPELS D'OFFRES • SOUMISSIONS • ENCANS
Également placés gratuitement sur Internet
www.appels.doffres.com

VILLE DE QUÉBEC APPEL D'OFFRES

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné que la date d'ouverture des soumissions pour le «Projet PRR2001750 - Réhabilitation de surfaces de chaussées 2001» est reportée du 12 avril 2001 au **jeudi 26 avril 2001**. Les offres seront ainsi reçues au Bureau du greffier de la Ville, Hôtel de Ville de Québec, local 216, jusqu'au jeudi 26 avril 2001, à quatorze heures quinze (14h15), heure locale.

Québec, le 2 avril 2001

Le greffier de la Ville
Antoine Carrier, avocat, o.m.a.

VILLE DE QUÉBEC APPEL D'OFFRES

ÉLIMINATION DE LÉZARDES ET REPROFILAGE DE COURS D'EAU-2001 PROJET PRR 2001775

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné que des offres cachetées, scellées, endossées : «Projet PRR2001775 - Élimination de lézardes et reprofilage de cours d'eau - 2001» et adressées au greffier de la Ville, Hôtel de Ville de Québec, 2, rue des Jardins, local 216, Québec (Québec) G1R 4S9, seront reçues jusqu'au vendredi 27 avril 2001, à quatorze heures quinze (14h15) heure locale.

Les travaux faisant l'objet de l'appel d'offres consistent principalement en un recyclage sur place du pavage sur une faible largeur, avec des équipements de petites dimensions, pour la remise en état du pavage de certaines rues ayant des lézardes ou des cours d'eau à reprofiler. Dans certains cas, afin de traiter ces lézardes en profondeur, un équipement à froid peut être utilisé.

Une garantie de soumission au montant de 2000\$ est exigée. Les soumissionnaires peuvent se procurer les documents d'appel d'offres et obtenir les renseignements pertinents en s'adressant à :

- CIEC, via Internet (<http://www.ciec.net>) ou par téléphone au 1-800-482-2432 ;
- Secrétariat du Service de l'ingénierie situé au 65, rue Sainte-Anne, rez-de-chaussée, Québec, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h, ou en téléphonant au (418) 691-7336.

L'obtention des documents par CIEC est sujette à la grille de tarification de cet organisme.

Seules seront considérées, aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entreprises ayant un établissement au Québec ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, si requis, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1) et ses règlements. D'autres exigences peuvent également figurer dans les documents de l'appel d'offres.

La Ville n'encourt aucune responsabilité du fait que les avis écrits ou documents quelconques véhiculés par système électronique seraient incomplets ou comportent quelque erreur ou omission que ce soit. En conséquence, tout soumissionnaire doit s'assurer, avant de soumissionner, d'obtenir les documents relatifs à cet appel d'offres.

Un montant de cinquante (50\$) dollars, T.P.S. et T.V.Q. incluses, non remboursable est exigé pour l'obtention des plans et devis.

Les soumissionnaires sont priés de prendre note que le Bureau du greffier est habituellement ouvert entre 8h30 et 12h et de 13h30 à 16h30. Toutefois, les soumissions peuvent être déposées à l'endroit prévu à cette fin durant la période de fermeture (porte 214). Les personnes intéressées à assister à la séance d'ouverture des soumissions peuvent le faire en se rendant au Bureau du greffier à la date et à l'heure qui marquent l'expiration du délai accordé pour la réception des soumissions.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

Le greffier de la Ville

Antoine Carrier, avocat, o.m.a.

Québec, le 4 avril 2001

OPÉRATION PRINTEMPS Un Hell's veut un procès séparé

MONTREAL (PC) — L'avocat Claude Trudeau a jeté un premier pavé dans la mare des procédures judiciaires ayant trait à l'affaire des Hell's Angels et de leurs affiliés, vendredi, en exigeant une enquête sur remise en liberté séparée pour son client, Dominic Tremblay, 34 ans.

Jusqu'ici, les avocats ont tous renoncé aux délais de trois jours prescrits par la loi et ont remis les dossiers à des dates ultérieures, afin de prendre connaissance de la preuve extrêmement volumineuse (on parle maintenant de 26 CD) et de s'organiser.

Mais hier, M^r Trudeau, qui compte une trentaine d'années de pratique, a fait valoir devant le juge Claude Paret que son client avait droit à une enquête séparée, et qu'il désirait procéder lundi, soit dans le délai prescrit.

M^r Trudeau a insisté, en faisant valoir qu'il y avait plusieurs problèmes qui se présentaient dans cette affaire, et que le droit de son client devait être respecté. Il a finalement obtenu que l'enquête de Tremblay, accusé de trafic de stupéfiants, se tienne aujourd'hui, après celle d'un autre accusé, Jean Adam, qui était déjà fixée.

Cette première fausse note dans le concert des avocats depuis le début de cette affaire, laisse entrevoir la complexité du dossier une fois que les procédures auront réellement commencé, et que les avocats de la défense auront sorti leurs crocs.

Evil Ones à l'ombre

SHERBROOKE (PC) — Mario Dion, un membre du club de motards Evil Ones du canton de Shefford, a été condamné vendredi à quatre ans de pénitencier, tandis que Mario Daigneault, un *friend*, devra purger 42 mois de détention.

Deux autres individus, des relations du gang criminel, se trouvent quant à eux en attente de sentence. Steven Larivière et Michel Godue feront l'objet d'un rapport présentiel de l'ici au 29 mai.

Vendredi, devant la Cour du Québec, à Sherbrooke, les deux hommes ont toutefois reconnu leur culpabilité relativement à des accusations de complot et de trafic de stupéfiants entre le 31 mars et le 16 janvier.

Mario Dion, 35 ans, du canton de Shefford, et Mario Daigneault, 35 ans, de Brigham, ont par surcroît été frappés d'une interdiction de possession d'armes pendant 10 ans.

Ils avaient été arrêtés lors de l'opération «Caméléon» de l'Escouade régionale mixte, qui avait effectué des perquisitions visant les Hell's Angels et les Evil Ones, le 16 janvier.

L'avocat de la Couronne a informé les accusés de son intention de demander, le 29 mai, la confiscation de biens personnels saisis comme de l'argent, des véhicules et des appareils de télécommunication. Il a aussi indiqué que la preuve avait permis d'établir plus de 140 trafics de stupéfiants pendant la période concernée.

Des quantités de 12 onces de cocaïne étaient déposées au pied d'un arbre mort et d'un poteau de signalisation. La cocaïne faisait l'objet d'une coupe et d'emballage en sachets d'un demi gramme avant d'être retournée aux mêmes endroits pour écoulement. La police a découvert les codes de communications, filmé et analysé le contenu et a même saisi des stupéfiants au pied du poteau.



D'ICI L'ÉTÉ, VOUS PARLerez UNE NOUVELLE LANGUE

Un cours chez Berlitz vous permettra de parler l'anglais, le français ou l'espagnol. Chez Berlitz, l'atmosphère est détendue et cordiale, et les cours ont lieu selon votre disponibilité, le jour, le soir ou le samedi.

D'autres langues sont également disponibles. Appelez-nous dès aujourd'hui pour en savoir davantage sur notre éventail de programmes.

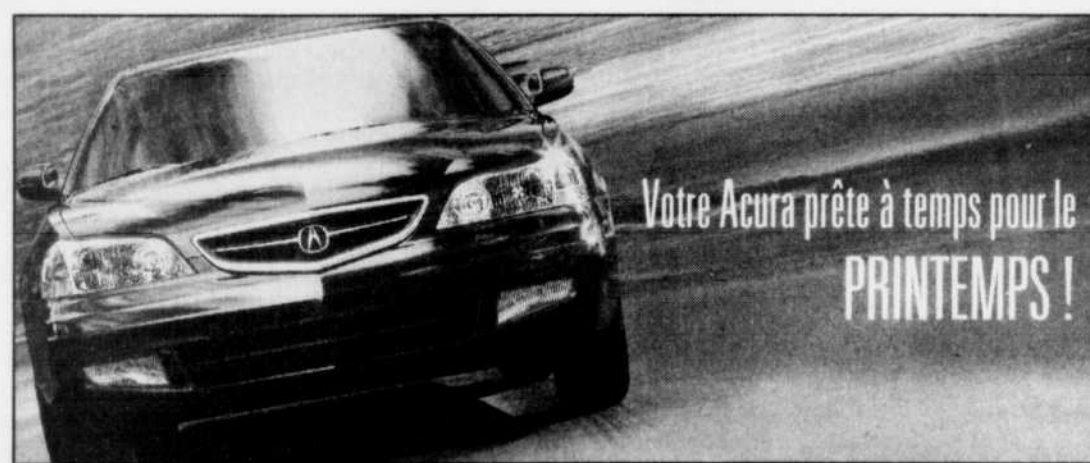
Les cours sont déductibles d'impôts. Agréé par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Emploi-Québec

Berlitz

880, aut. Dufferin-Montmorency

418.529.6161

www.berlitz.ca



Votre Acura prête à temps pour le
PRINTEMPS !

Forfait printemps/été 68,88 \$*

Gardez votre véhicule en forme en le soumettant à notre inspection multipoints complète doublée d'une vidange d'huile et remplacement du filtre Acura d'origine. Le forfait printemps/été comprend :

- Vidange d'huile et remplacement du filtre Acura d'origine
- Vérification de l'usure et de la pression des pneus
- Vérification des ressorts et des amortisseurs
- Vérification des étriers et des cylindres de frein, du frein à main ainsi que de l'état et du degré d'usure des freins
- Permutation des pneus
- Inspection de l'échappement
- Inspection des phares et des ampoules
- Inspection des essuie-glace, gicleurs et lames ; mise à niveau du liquide lave-glace
- Vérification du niveau et de la densité du liquide de refroidissement
- Vérification du système de refroidissement et inspection des durites et des colliers
- Inspection et graissage des serrures, des mécanismes de verrouillage et des poignées
- Vérification de la batterie et de la charge
- Inspection du niveau des liquides de boîte de vitesses, de direction assistée, de freins et d'embrayage (s'il y a lieu)
- Inspection du chapeau, du rotor de distributeur et des fils à haute tension
- Vérification des courroies d'entraînement (sauf courroie de distribution)

26,88 \$* Vidange d'huile et remplacement du filtre Acura d'origine

Avec l'huile à moteur Acura de première qualité.

Les filtres à huile Acura d'origine ont une plus grande capacité de filtration, afin d'aider à éliminer les agents polluants de l'huile, ce qui aide à garder le moteur propre et obtenir un meilleur rendement.

119,88 \$* et 129,88 \$* Remise en état des freins Acura d'origine

(incluant plaquettes avant ou plaquettes ou segments arrière)

Pour vous ou votre famille, évitez les risques. Toutes les composantes des freins Acura d'origine sont fabriquées pour s'adapter avec précision et donner un rendement impeccable, conformément aux exigences des ingénieurs Acura. \$119,88 \$ pour la EL et l'Integra et 129,88 \$ pour tous les autres modèles sauf la NSX. Réusinage ou remplacement de disque ou de tambour en sus.

Pneus Michelin à compter d'aussi peu que 129,88 \$*

(Des économies sur tous les pneus Michelin)

Entre vous et la route : vos pneus ! Vous et vos passagers méritez donc des pneus sûrs et performants. À ces prix, vous obtenez ce qu'il y a de mieux. † Michelin XGT H4 PPS 00 H4, prix de détail : 209 \$ chacun, prix spécial Acura 129,88 \$ chacun. Montage et équilibrage en sus.

Prenez vite rendez-vous avec votre concessionnaire Acura

*Offres valables pour la plupart des véhicules Acura. Toutes les offres contenues dans ce dépliant sont en vigueur chez les concessionnaires participants jusqu'au 30 juin 2001. Taxes en sus. Tous frais de récupération en sus, s'il y a lieu. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Consultez votre détaillant Acura pour tous les détails.

www.acura.ca

Service **A Select**
ACURA
De la performance à vie

LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Une vache, 5 morts

■ Cinq personnes ont été tuées vendredi sur une autoroute de l'État du Colorado dans un accident de la route provoqué par une vache, a annoncé la police, samedi. Le conducteur du premier des deux véhicules impliqué dans l'accident a d'abord frappé une vache qui se trouvait sur la chaussée avant de se déporter sur la voie d'en face, où il a heurté de plein fouet une autre voiture. Les cinq personnes qui se trouvaient à bord du deuxième véhicule ont été tuées. Selon la police du Colorado, elles ne portaient pas de ceinture de sécurité. Le conducteur de la voiture qui a heurté la vache s'en est tiré avec une jambe et un bras cassé et a été hospitalisé. Les autorités du Colorado ont l'intention d'interroger le propriétaire de la vache, laquelle n'a pas survécu à l'accident. Les lois du Colorado obligent en effet les éleveurs à entourer leur bétail de barbelés afin de les empêcher de pénétrer sur les autoroutes. (AP)

IRAN

Opposants arrêtés

■ Plus de 40 personnes ont été arrêtées dans le cadre d'une nouvelle rafle contre l'opposition en Iran, alourdissant le climat politique à deux mois de la présidentielle et embarrassant le chef de l'État réformateur, Mohammad Khatami, qui a déploré ces arrestations, hier. Au total, 42 personnes ont été arrêtées samedi soir et placées en détention provisoire. Ils sont proches du Mouvement de libération d'Iran, parti islamiste progressiste fondé par l'ancien premier ministre Mehdi Bazargan et interdit en mars par les autorités qui l'accusent de « vouloir renverser le régime ». (AFP)

PAYS BASQUE

Excommunications

■ Les 85 évêques espagnols vont se réunir, le 22 avril, pour discuter d'un projet d'excommunication de tous les membres de l'ETA. Le décret proposé par l'archevêque de Madrid, Antonio María Rouco Varela, prévoit exclure formellement de l'Église catholique et de ses sacrements ceux qui participent, ou ont participé, à la campagne terroriste menée depuis 33 ans par l'organisation séparatiste basque armée, a rapporté, hier, le quotidien *El Mundo*. L'Église espagnole a été sévèrement critiquée ces dernières années par le gouvernement et les médias pour son rôle jugé trop passif dans la lutte contre l'ETA. Le Pays basque reste très attaché à ses racines catholiques : 40 % des 2,1 millions de Basques vont régulièrement à la messe. Toutefois, la plupart des membres de l'ETA ne se revendiquent pas comme catholiques. (AP)

IRLANDE DU NORD

Taupe américaine

■ Un espion américain au service des Britanniques, David Rupert, a infiltré le groupe républicain dissident IRA-véritable, ce qui a permis à la police irlandaise d'arrêter à la fin du mois dernier son responsable présumé, Michael McKevitt, a rapporté, hier, le *Sunday Times* de Londres. David Rupert, un ancien conducteur de poids lourds de l'Illinois qui travaillait pour le service de contre-espionnage britannique pour les affaires intérieures (MI5), s'est présenté comme un riche Américain désireux de financer le groupe dissident. Il a par la suite été invité à assister aux réunions de son commandement militaire qui ont pu ainsi être enregistrées par la police irlandaise, selon le journal. (AFP)

TAÏWAN

Massage au couteau

■ Une douleur au foie ? Pourquoi ne pas essayer un « massage » au couteau de boucher ? La scène se passe à Taïpeh, dans le cabinet de George Pan, un praticien taïwanais qui dirige l'Association de la thérapie au couteau. Ses patients sont allongés sur un lit. Il tapote le corps de son patient avec le tranchant d'une lame aiguisée et désinfectée. Il assène de petits coups secs sur la poitrine du patient, sans provoquer de coupures ou de saignements. M. Pan dit que ses massages au couteau libèrent l'énergie emmagasinée, augmentent le flux sanguin et débarrassent le corps de ses mauvaises toxines. Les petits coups qu'il donne avec la lame du couteau sur les points d'énergie vitaux pourraient, selon lui, aider le corps à se soigner lui-même. (AP)

Impatience US face à la Chine

■ WASHINGTON (d'après AFP) — Les dirigeants américains ont affiché, hier, leur impatience devant la prolongation de la crise de l'avion espion, avertissant Pékin de la nécessité d'une libération très rapide des 24 aviateurs américains retenus en Chine pour éviter une plus grande dégradation des relations entre les deux pays.

« Nos relations ont été endommagées. Ces dommages peuvent être réparés, mais pour y parvenir et empêcher tout nouveau dommage, nous devons trouver une solution à cette affaire aussi vite que possible », a déclaré, hier, le chef de la diplomatie américaine Colin Powell sur la chaîne de télévision Fox.

De son côté, le vice-président américain Dick Cheney a souligné, comme M. Powell, que les États-Unis n'avaient pas l'intention de présenter des excuses à la Chine dans l'affaire de l'avion espion. Il a toutefois refusé de considérer l'équipage de l'avion espion américain comme des otages, les qualifiant de « détenus ».

L'appareil, un avion de surveillance électronique, avait été sérieusement endommagé lors d'une collision en vol avec un chasseur chinois, le 1^{er} avril, et avait dû atterrir en catastrophe sur l'île de Hainan. L'équipage est tou-

jours retenu par la Chine qui réclame des excuses aux États-Unis. Le pilote de l'avion chinois qui est tombé en mer est porté disparu.

Les tractations intensives engagées entre les responsables des deux pays paraissent en bonne voie depuis mercredi et Pékin avait donné des signes d'assouplissement en permettant, vendredi et samedi, à des diplomates américains de visiter l'équipage à Haikou, la capitale de Hainan.

UNE LETTRE COMMUNE

Les deux pays travaillent sur le texte d'une lettre commune exprimant leurs points de vue. Ils ont aussi prévu de réactiver une commission militaire conjointe qui serait chargée de faire toute la lumière sur les circonstances exactes de la collision aérienne.

Samedi, la Chine avait brusquement durci le ton, insistant sur des excuses

dans une lettre du vice-premier ministre chinois Qian Qichen à M. Powell. Intervenant sur la chaîne NBC, M. Cheney a affirmé que le président George W. Bush avait clairement offert ses regrets pour la perte du pilote chinois. « Mais la notion que nous devrions nous excuser alors que nous étions dans l'espace aérien international est quelque chose que nous ne pouvons accepter », a-t-il dit.

M. Powell a réaffirmé que les États-Unis n'avaient pas l'intention de renoncer à leurs vols de surveillance près de la Chine.

Il a révélé que M. Bush avait répondu dans une lettre à la veuve du pilote chinois, qui avait adressé une lettre furieuse au président américain, l'accusant d'être « trop lâche » pour faire des excuses.

Selon M. Powell, M. Bush a estimé que la lettre de cette veuve contenait « suffisamment d'éléments évoquant l'espoir de meilleures relations à l'avenir pour y répondre dans le même sens ». Il a affirmé qu'une poursuite de l'impasse affecterait le climat politique au Congrès sur la question de ventes d'armes américaines à Taïwan.

Explosion à l'aéroport d'Amsterdam



Des passagers évacués se couvrent la bouche alors que la fumée s'élève de l'un des terminaux aéroportuaires. Une explosion d'origine accidentelle suivie d'un incendie dans un restaurant d'une galerie marchande de l'aéroport international de Schiphol, près d'Amsterdam, a en effet provoqué, hier après-midi, l'évacuation de plusieurs milliers de personnes. On ne déplore pas de victimes ni de dégâts importants. D'après les pompiers, le sinistre est dû à la surchauffe d'une friteuse dans le Burger King, situé dans la principale galerie commerciale d'un des trois terminaux passagers. D'après la police, une personne a été incommodée par les émanations de fumée. La police faisait sortir tout le monde de l'aérogare. Le trafic aérien a subi des retards, mais n'a pas été interrompu, tandis que les accès routiers et ferroviaires à l'aéroport ont été fermés. En janvier, une explosion s'était produite dans les toilettes d'un restaurant de l'aéroport faisant trois blessés.

Pertes palestiniennes de 4 MM\$ US en 6 mois

■ GAZA (d'après AFP) — L'économie palestinienne a subi des pertes de 3,86 milliards \$ US depuis le début de l'Intifada, fin septembre, en raison du bouclage par Israël des territoires, a indiqué, hier, un rapport du ministère palestinien des Finances.

« L'armée israélienne empêche 125 000 Palestiniens de travailler en Israël », ajoute le rapport.

Le ministère des Finances affirme en outre qu'Israël « retient les marchandises à destination des territoires palestiniens aux passages douaniers israéliens », évaluant à 3500 le nombre de conteneurs retenus.

Le président palestinien, Yasser Arafat, avait déclaré, le 10 mars, que le bouclage imposé à la Cisjordanie et à la bande de Gaza avait occasionné des « pertes dépassant les 3 milliards de dollars ».

Cette mesure, visant à contenir selon l'armée israélienne le soulèvement palestinien et à empêcher des attentats antiisraéliens, a ruiné l'économie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Selon l'ONU, le taux de chômage a atteint 60 % dans la bande de Gaza et 40 % en Cisjordanie, contre 11 % avant le début des violences.

Près du tiers de la population des

territoires, soit environ un million de personnes, vit en-dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 2 \$ par jour.

Entre-temps, l'armée israélienne a tiré des roquettes sur un bureau du Fatah, le mouvement de M. Arafat, et sur deux postes de police dans la bande de Gaza, blessant légèrement un policier et quatre civils, peu après des tirs d'obus palestiniens sur le territoire israélien.

Un millier de Palestiniens ont été par ailleurs autorisés à revenir travailler en Israël, aujourd'hui, malgré le bouclage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui est maintenu en place, a indiqué un porte-parole militaire. « Il s'agit d'un premier contingent destiné à alléger les sanctions imposées à la population palestinienne », a-t-il affirmé.

Sur le terrain, les Palestiniens ont tiré en soirée quatre obus de mortier à partir de la bande de Gaza dans le sud du territoire israélien, sans faire de victime, selon un porte-parole.

Une saison touristique catastrophique en G.-B.

■ LONDRES (AFP, AP) — L'industrie du tourisme britannique se prépare à une saison catastrophique, avec des pertes de plusieurs milliards de livres, à mesure que les voyageurs décommandent leurs visites en raison de la fièvre aphteuse.

Logiquement, car la fièvre aphteuse a contraint à la mise en quarantaine de centaines de fermes et à la fermeture de milliers de chemins de randonnée ainsi que de pans entiers des parcs naturels pour réduire les risques de contagion. L'homme peut en effet véhiculer le virus, même s'il est sans danger pour lui.

Plus de 1100 foyers de cette maladie contagieuse touchant le bétail ont été confirmés à ce jour en Grande-Bretagne.

Mais les dégâts ne se limitent pas au seul tourisme rural. « La crise affecte tout le pays, même la capitale, Londres », souligne le groupe Hotels and More.

Les revenus touristiques ont déjà chuté à ce jour de 10 % par rapport à l'an dernier et jusqu'à 80 % dans les régions les plus affectées du Devon (sud-ouest) et de Cumbria (nord-ouest), selon le ministre de la Culture Chris Smith.

La BHA (British Hospitality Associa-

Toledo vs Garcia au Pérou

LIMA (AP) — L'économiste Alejandro Toledo était en tête, hier soir, du premier tour de l'élection présidentielle, une avance qui ne lui évitera toutefois pas d'affronter le candidat et ancien président Alan García au deuxième tour faute d'une majorité suffisante, selon des sondages effectués à la sortie des urnes.

D'après les premières estimations d'Apoyo, l'institut de sondage le plus prestigieux du Pérou, Alejandro Toledo a remporté 48 % des suffrages, un pourcentage qui ne permet toutefois pas au candidat favori de remporter le fauteuil présidentiel.

Hier soir, deux autres instituts de sondage avançaient les mêmes résultats.

Agé de 55 ans, Toledo était le candidat malheureux de la présidentielle de l'an dernier, derrière Alberto Fujimori, destitué en novembre dernier et aujourd'hui réfugié au Japon.

Selon l'institut Apoyo qui a réalisé son enquête auprès de 30 000 électeurs, avec une marge d'erreur de cinq points de pourcentage, Alan García a remporté 24,3 % des voix et l'avocate Lourdes Flores est créditée de 22,8 % des suffrages. Toutefois, Apoyo affirme que les résultats sont trop serrés pour pouvoir se prononcer avant les résultats officiels. Huit candidats briguent la succession d'Alberto Fujimori.

Sophie se démet et s'excuse

LONDRES (d'après AP) — Éclaboussée par le scandale qu'ont suscité de récentes déclarations indélicates, la comtesse Sophie, belle-fille de la reine Elizabeth, a annoncé, hier, qu'elle démissionnait de la direction de son entreprise de relations publiques.

Sophie Rhys-Jones, 36 ans, est l'épouse du prince Edward, le fils cadet de la reine. Lors d'un entretien avec un client potentiel de sa société R-JH, elle aurait fait des remarques désobligeantes sur le premier ministre Tony Blair et la famille royale.

Sophie a déclaré, hier, qu'elle regrette « tout embarrasement » qu'elle aurait pu causer, « et par-dessus tout envers la reine ». La comtesse souligne être tombée dans un piège. « Mais je regrette également mon propre manque de jugement qui m'a fait succomber à ce subterfuge ».

Sophie aurait suggéré que c'est la reine mère qui empêche Charles d'épouser Camilla Parker Bowles. Elle aurait également jugé que Tony Blair ne connaît rien des réalités du monde rural, actuellement durement touché par la fièvre aphteuse, et que sa femme Cherie serait « encore pire, elle déteste la campagne ».

tion) pronostique un manque à gagner de plus de 12,5 milliards \$ CAN d'ici la fin de la saison en septembre. Une perte pour moitié due aux annulations des touristes étrangers, qui avaient été 10 millions l'an dernier, précise la British Tourism Authority.

Or le tourisme pèse beaucoup plus lourd que l'agriculture dans l'économie britannique, avec des revenus qui atteignent près de 4 % du PIB.

Le secteur fait vivre 1,86 million de personnes, soit 7 % du total des emplois du pays, et le pays se classe au cinquième rang mondial en ce qui concerne les revenus touristiques.

Ce qui explique les efforts désespérés du gouvernement pour tenter de convaincre les touristes de ne pas renoncer à leurs vacances.

« Le plus important est de faire passer le message que la Grande-Bretagne est ouverte et qu'il n'y a aucun obstacle à ce que les gens viennent », a déclaré vendredi le premier ministre Tony Blair.

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président et Éditeur CLAUDE THIBODEAU

Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE

Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON

Directeur de l'information MICHEL SAMSON

ÉDITORIAL

Le Sommet s'ennoblit

Le Sommet de Québec fera une large place aux préoccupations quant au respect de la démocratie dans les pays partenaires dans la Zone de libre-échange des Amériques. Les 34 chefs d'État et de gouvernement adopteront une « clause démocratique » qui sera au cœur de la déclaration politique de clôture du sommet. Un consensus a déjà été trouvé sur le principe et le libellé de cette clause, a expliqué jeudi dernier le représentant personnel du premier ministre du Canada pour le Sommet des Amériques, **Marc Lortie**, au cours d'une dense entrevue éditoriale au SOLEIL. Un plan d'action sur la coopération hémisphérique dont bénéficieront surtout les pays moins développés et une entente sur la « connectivité » pour faire profiter ceux-ci des nouvelles technologies seront aussi entérinés.

Au-delà de simples négociations sur l'abolition des barrières au commerce international, ces sommets et les traités qui en découleront prennent donc une connotation très politique. Cette dimension a été imposée par les groupes de pression antimondialisation qui pourchassent les chefs d'État ou leurs représentants, rencontre après rencontre. Ces derniers ne peuvent plus démentir le fait que ces réunions ont pour but de convenir de règles qui permettraient à leurs élites d'affaires d'accroître leurs profits par la pénétration de nouveaux marchés. Les populations qui élisent ces chefs de gouvernement ne l'accepteraient pas. Un certain partage de la richesse, des développements technologiques, des connaissances scientifiques — le plan d'action comprendra par exemple la création d'une bibliothèque virtuelle médicale — est devenu la caution morale aux traités commerciaux. Les pressions populaires pacifiques ont sans aucun doute influencé la progression des pourparlers commerciaux au fil des ans.

Entreprises timidement depuis 1994, les discussions de cet ordre s'enrichissent progressivement. Le volet du Sommet de Québec sur les préoccupations sociales et démocratiques vient en quelque sorte ennoblir la rencontre et les objectifs premiers poursuivis par les signataires de la future ZLEA. Le libre-échange passe ainsi à une nouvelle étape, inévitable à partir du moment où le club s'élargit à une kyrielle de petits pays et que la disparité entre les différentes économies devient aussi flagrante.

Cette dimension du Sommet des Amériques, fort méconnue avant l'entrevue de Marc Lortie au SOLEIL, est de nature à apaiser la méfiance légitime de bon nombre, l'agressivité même de plusieurs, à l'endroit de ce qui se trame derrière les portes de ces réunions enveloppées de mystère. Les pays participants ont trop alimenté cette méfiance par leur manque de transparence sur les textes de l'accord commercial lui-même. Les pays économiquement plus puissants comme les États-Unis et le Canada ont finalement pu obtenir cette transparence de leurs partenaires en fin de semaine, au même titre qu'ils assortissent le traité d'une « clause démocratique ». Les textes seront finalement publiés. Il n'y a rien de dramatique à ce qu'ils le soient seulement après le Sommet de Québec; ces négociations s'étireront jusqu'en 2005. Il s'agit d'une autre victoire majeure de la société civile.

Les porte-parole du gouvernement canadien doivent maintenant être plus clairs sur les délicates questions des systèmes de santé et d'éducation et sur la protection des programmes sociaux. M. Lortie soumet que la santé et l'éducation ne sont pas à l'ordre du jour, mais il confirme indirectement que ces services sont englobés lorsqu'il invite les recteurs des universités canadiennes à prospecter les marchés des Amériques plutôt que de se montrer frileux devant la menace de pertes de clientèle au profit de concurrentes américaines. Qu'en est-il exactement pour la santé et l'éducation? M. Lortie et le ministre du Commerce international, **Pierre Pettigrew**, réussissent encore, sur ces questions, à dire une chose et son contraire dans la même phrase.



CHRONIQUE POLITIQUE

Propos sur le racisme

Après avoir échoué dans sa mission de réconcilier les gens de l'Ouest avec le gouvernement fédéral, le président du Conseil privé de la Reine du Canada, **Stéphane Dion**, s'occupe à nouveau du Québec. Mais cette fois, cela dépasse l'acharnement habituel. Osons le dire, ses propos de vendredi dernier aux Communes sentent carrément le racisme... [RACISME, n.m. - Hostilité systématique contre un groupe social.]

Le ministre n'aime pas la référence que font les Québécois à « la nuit des longs couteaux » lorsqu'ils évoquent les négociations de la nuit du 4 au 5 novembre 1981. Elles ont conduit au rapatriement de la Constitution et à l'adoption d'une Charte des droits et libertés et d'une nouvelle formule d'amendement. [On ignore quand et comment cette expression est apparue. Au lendemain des négociations, je parlais de « nuit de tractations », et, un mois plus tard, de « nuit du 5 novembre » tout simplement. **Pierre Trudeau** parlait pour sa part, ironiquement, d'une « nuit de complots ».]

« Je trouve qu'on a eu tort de s'habituer à cette expression parce qu'elle est odieuse, a dit M. Dion vendredi dernier. Il est important que les jeunes Québécois, quand ils vont à l'étranger, sachent que lorsqu'ils parlent de la « Nuit des longs couteaux », ils ne parlent pas précisément d'un désaccord constitutionnel dans une démocratie pacifique, [mais] qu'ailleurs dans le monde, [cela] fait référence à un règlement de comptes sanglant entre Nazis en 1934. »

Il est vrai que l'expression transporte de vives émotions. Il y a un peu plus d'un an, au vestiaire du Ritz Carlton de Montréal, j'ai été violemment pris à partie par un inconnu qui me reprochait d'avoir attaché cette expression aux négociations constitutionnelles de 1981.

L'homme, un grand gaillard de près de deux mètres, semblait tellement dangereux qu'un homme d'affaires, qui attendait lui aussi pour déposer son manteau au vestiaire, jugea prudent de s'interposer. Mon « agresseur » quitta finalement l'hôtel en criant toutes sortes d'injures, au grand étonnement des clients qui se trouvaient là.

La réaction de M. Dion n'a rien d'académique, on verra pourquoi dans un ins-



Michel Vastel

Mvastel@lesoleil.com

M. Dion sait ce qu'il fait en assimilant le discours des nationalistes québécois aux pires moments de l'histoire du nazisme en Europe. C'est intellectuellement malhonnête

tant. Ce qu'il a dit aux Communes, c'est qu'en utilisant cette expression, **Bernard Landry** « lie de façon subliminale le Canada aux pires horreurs du XX^e siècle... Les historiens qui l'ont utilisée ont eu tort et le premier ministre du Québec ne doit plus l'utiliser non plus. On peut avoir un désaccord mais on n'utilise pas des mots comme ça qui sont enflés et tellement chargés d'histoire... »

Le péché de Landry, des anciens collègues, universitaires québécois, de Stéphane Dion, c'est de puiser leurs références historiques dans les années 30, au moment de la montée du nazisme en Europe.

Il y a ainsi des mots que les Québécois n'ont pas le droit d'utiliser, encore moins de banaliser, parce qu'ils rappellent une époque peu glorieuse de l'histoire de l'humanité. Nous voilà, encore une fois, coupables par association!

Il est étonnant qu'un intellectuel qui a étudié si longtemps en Europe ne sache pas que l'expression « La nuit des longs couteaux » est couramment utilisée dans les débats politiques. Un ministre des Affaires étrangères allemand, **Klaus Kinkel**, l'a utilisée devant le Conseil européen. Le ministre-président de la Rhénanie, **Wolfgang Clement**, devant l'Institut Walter Hallstein de Droit constitutionnel européen, l'applique aux débats

qui secouent l'Europe: « Les amendements aux traités européens se déroulent dans un environnement diplomatique, à la fin d'une Conférence généralement clôturée par une « nuit des longs couteaux »... »

Contrairement à ce que prétend M. Dion, l'expression s'utilise donc « dans une démocratie pacifique », à propos de désaccords politiques profonds. Et sur une note plus légère, les carnavales des Territoires du Nord-Ouest et de Québec, ont organisé une « nuit des longs couteaux », c'est-à-dire des concours nocturnes de sculptures de glace!

M. Dion sait ce qu'il fait en assimilant le discours des nationalistes québécois aux pires moments de l'histoire du nazisme en Europe. C'est intellectuellement malhonnête et, dans le cas présent, factuellement faux.

UN APPEL AU SECOURS

À la suite de ma chronique de la semaine dernière sur les élections partielles dans la circonscription de Mercier, un correspondant, **Pierre-Gérard Jean**, qui se dit militant libéral, m'a envoyé le témoignage suivant, devant lequel je ne peux que m'effacer...

« Je crois malheureusement que même si **Claudel Toussaint** n'avait pas été élaboussé par ce scandale familial, il n'aurait de toute façon pas eu la majorité des votes. Je constate qu'aujourd'hui encore, malgré tous les efforts qui ont été faits et malgré l'avancement social et économique de la communauté noire, il subsiste, dans notre Québec, des poches importantes de résistance, d'incompréhension, de xénophobie et même de racisme. »

« Je ne suis pas péquiste. Pour être plus exact, je ne le suis plus. Je l'ai été jusqu'à ce que j'aie compris que la souveraineté ne signifiait pas nécessairement un Québec plus juste socialement, plus fort économiquement, plus humain, plus tolérant et plus ouvert aux différences ethnoculturelles. »

« Malgré le fait que je ne sois plus péquiste, j'aurais souhaité et apprécié une victoire de **Claudel Toussaint**. Pour moi, jeune, dans la trentaine, Noir, Québécois instruit et professionnel de la classe moyenne qui gagne relativement bien sa vie ici, cela aurait eu une grande valeur symbolique... »

CARREFOUR DES LECTEURS

La philosophie en chute libre!

« Ce qui ne peut appartenir à tous ne peut être l'essentiel de la vie », disait Jean Rostand.

Gilles Taillon, président du Conseil du patronat du Québec, rapportait LE SOLEIL du 21 mars, demande au ministère de l'Éducation de retirer les cours de philosophie au cégep. Avec en sous-titre « Le patronat veut des bras au plus vite », cela démontre la courte vue du patronat, de l'entreprise et de leurs représentants, et augure mal de la bataille à venir pour conserver la mince couche de civilisation à laquelle l'Occident est parvenu. Pourquoi vivons-nous? La question en vaut-elle la peine? « Tous

les hommes cherchent à être heureux », postule Pascal. Et le mot « bonheur » est aussi vieux que l'être humain. Il est le pôle autour duquel gravitent les idées, les conceptions, les systèmes philosophiques issus de l'esprit humain au cours des siècles.

La philosophie, étymologiquement « l'amitié de la sagesse », nous apprend à penser en fonction de ce qui est commun à tous: la recherche du bonheur, à travers notre faiblesse, notre ignorance, nos rêves. Or, nos économies dites « libérales » sont axées sur la consommation de biens matériels. D'ailleurs, la justification des réductions d'impôts est de permettre aux gens d'acheter plus de biens, et, comme il faudra plus de

monde pour les réaliser, cela crée de l'emploi.

Simpliste vision de l'enfant qui empile des blocs ou place des formes dans les bons trous. Car de toutes les philosophies, les visions et les pensées de l'être humain sur lui-même, sur sa condition, sur son destin, y en a-t-il eu une seule, rien qu'une, qui ait conclu que le but de la vie humaine, la voie royale du bonheur, était d'accumuler, de consommer le plus possible de biens matériels au cours de la vie? De la chair à patrons pour la guerre commerciale, c'est tout ce que veut la finance!

Une seule question, M. Taillon: pourquoi, tant qu'à faire, si la philosophie est si contraire à l'économie de marché, ne demandez-

vous pas d'abolir les chaires de philosophie dans toutes les universités, ou d'abolir l'aide financière aux étudiants en philosophie? Merci, M. Taillon, merci de nous rappeler que, si la philosophie sert aux jeunes humains à apprendre à penser, le principal intérêt du capitalisme, de la finance et du libre marché a toujours été, est et restera toujours le même: que les gens pensent le moins possible.

Pierre Fortin
Québec

Dictature médiatique?

Outre une entrevue avec la ministre des Finances, comme toute analyse de ce complexe et impressionnant budget collectif, *Le Point* du 29

mars consacré au budget de l'État québécois nous aura offert une comparaison expéditive avec le fardeau fiscal ontarien auprès d'un bassin cible de contribuables. Point...

Ce n'est plus ridicule. C'est désolant. On ne voit vraiment plus le fond du baril de Radio-Canada au service de la *Federal Unity* (incidemment, à quand la comparaison constante, répétée, des budgets fédéraux avec ceux des ultranéo-libéraux états-uniens...?). Plus pisse-vinaigre que cela, on s'appelle **Jean Charest**. De l'information, disent-ils... On a fait des révolutions contre des tyrannies politiques. À quand celles contre les dictatures médiatiques? **Jean-Luc Guoin**, Québec

OPINIONS



Les nations pauvres n'ont pas encore véritablement bénéficié de réduction ou d'annulation de leur dette extérieure.

Qu'il n'y ait pas d'exclus !

Conférence des évêques catholiques du Canada

(Extraits du document des évêques sur le Sommet des Amériques)

Parce que nous estimons déterminantes, pour le bien commun de la population des Amériques, les orientations qui seront prises au Sommet officiel, nous attachons beaucoup d'importance à l'action populaire qui tente de les influencer, par le biais du Sommet parallèle organisé par l'Alliance sociale continentale et des autres moyens pacifiques par lesquels s'exprime l'opinion publique dans les régimes démocratiques. Nous souhaitons que la voix du peuple puisse se faire entendre sans que la violence, de quelque part qu'elle vienne, ne risque d'en gâcher l'expression légitime.

L'intégration économique ne contribue pas automatiquement, tant s'en faut, au bien commun. À côté de certains avantages qu'elle apporte à des degrés divers dans nos sociétés, elle engendre bien des effets négatifs. Même des voix aussi officielles que l'Organisation des États américains reconnaissent que « les écarts de revenus et le nombre absolu de ceux qui vivent dans la pauvreté dans les Amériques ont augmenté », que « les citoyens connaissent une insécurité croissante dans les rues des villes et même chez eux » et « qu'une inégalité persistante et, dans certains cas, croissante menace de saper notre capacité à construire un avenir plus prospère et plus sûr ».

EXCLUSION

La rencontre de Québec se situe dans le cadre plus large de la mondialisation, « processus qui s'impose en raison du fait qu'il y a une plus grande communication entre les diverses parties du monde, ce qui abolit pratiquement les distances, avec des effets évidents dans des domaines différents » (*L'Église en Amérique* de Jean-Paul II). Vue sous cet angle, la mondialisation est un fait social inéluctable, à l'instar de l'industrialisation aux XVIII^e et XIX^e siècles. Mais elle se situe également dans le contexte du système économique contemporain connu sous le nom de « néolibéralisme ».

Jean-Paul II définit ainsi son orientation idéologique : « Ce système, faisant référence à une conception économique de l'homme, considère le profit et

les lois du marché comme des paramètres absolus au détriment de la dignité et du respect de la personne et du peuple. Il a parfois évolué vers une justification idéologique de certaines attitudes et de certaines façons de faire dans le domaine social et politique qui provoquent l'exclusion des plus faibles. En réalité, les pauvres sont toujours plus nombreux, victimes de politiques déterminées et de structures souvent injustes. »

Les démarches en cours vers l'établissement de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) se situent également dans le prolongement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui a certes contribué à générer une croissance économique, mais n'a pas réussi à la partager. Un doute profond s'est installé autour de la prétendue retombée automatique sur les plus pauvres que l'idéologie

Qui a vraiment profité de l'ALENA ?

néo-libérale sous-jacente à l'ALENA laissait miroiter. Avant de trop s'engager sur cette voie, n'aurait-il pas été indiqué de se demander qui a profité de l'intégration des trois pays du nord des Amériques ? On aurait probablement acquisé aux conclusions des membres de l'épiscopat canadien à l'endroit de l'Accord multinationnel sur l'investissement (AMI) : « Il semble que ce soit les grandes sociétés transnationales des pays du Nord qui n'ont d'obligations envers aucun État et dont les lobbies ont tout fait pour abolir les entraves aux marchés. Selon de nombreuses personnes de nos milieux et en vertu du principe du bien commun, ce n'est pas là ce dont les êtres humains, ou même l'environnement, ont le plus besoin. »

Synthétisant la réflexion de tous les évêques des Amériques, *L'Église en Amérique* dénonce les conséquences négatives concrètes de la mondialisation : « Si, cependant, la mondialisation est régie par les seules lois du marché appliquées selon l'intérêt des puissants, les conséquences ne peuvent être que négatives. Tels sont, par exemple, l'attribution d'une valeur absolue à l'économie, le chômage, la diminution et la détérioration de certains services publics, la destruction de l'environnement et de la nature, l'augmentation des différences entre les riches et les pauvres, la concurrence injuste qui place les nations pau-

vres dans une situation d'infériorité toujours plus marquée. »

POUVOIR DÉLÉGUÉ

« L'objectif de l'Église est qu'il n'y ait aucun exclu. » À l'évidence, la production d'une plus grande richesse n'a pas conduit de soi à son équitable répartition. Et la « nouvelle économie » entraîne l'accroissement de l'inégalité plus rapidement que jamais auparavant. On se trouve aujourd'hui devant cette situation paradoxale où les gouvernements, chargés par leurs concitoyennes et concitoyens de la responsabilité de voir au bien commun, sont soupçonnés de renoncer, dans ces négociations multilatérales, à leur pouvoir d'intervention.

Ils s'effaceraient ainsi devant des puissances économiques qui, certes, peuvent augmenter la production et les profits, mais qui se montrent incapables d'assurer la répartition des bienfaits qui en résultent. Avant de se départir ainsi des pouvoirs de réglementation qui leur sont confiés par les populations et dictés par la recherche du bien commun, et avant de signer un document à la fois très important, les chefs d'État et de gouvernement, de même que les parlementaires appelés à le ratifier, doivent bien en analyser le contenu et prendre conscience des conséquences d'une ouverture plus grande des marchés sur les pauvres, les femmes, les pays endettés et les victimes de violations des droits humains.

Que dire maintenant de l'hécatombe écologique provoquée par une recherche sans frein de gains immédiats de la part des industries de toutes sortes au détriment de la nécessaire protection des ressources naturelles, bien commun de tous les humains. Il y a trop d'exemples récents de destruction environnementale pour que les chefs d'État délaissent ici encore leurs responsabilités de sauvegarde du patrimoine commun.

Quant aux nations pauvres, elles n'ont pas encore véritablement bénéficié de réduction ou d'annulation de leur dette extérieure en dépit des demandes répétées en ce sens, demandes toujours assorties de garanties assurant que l'argent ainsi économisé soit utilisé pour l'éducation et la santé des peuples, par exemple. Comment penser qu'un marché prétendument libre entre les pays d'Amérique puisse exister quand de nombreuses nations pauvres sont toujours écrasées par le poids de leur dette extérieure ?

Des règles claires, non discriminatoires et prévisibles

Evan Price

Président et directeur général de Domosys Corporation, Sainte-Foy

En mars, le Canada a annoncé qu'il entreprenait une nouvelle ronde de négociations multilatérales sur le commerce international de services. À mon avis, le Canada a besoin de façon urgente d'un nouveau cadre commercial où les règles internationales sur le commerce des services sont claires et prévisibles.

Notre société, Domosys Corporation, qui emploie 51 personnes, exporte sa technologie de réseaux de contrôle vers plus de 40 pays dans le monde, y compris les États-Unis, le Japon et l'Europe. Parmi nos clients : IBM, Nokia, General Electric et Ingersoll Rand. Nous ne pourrions prospérer ni continuer à créer des emplois au Canada si nous n'avons pas accès à de nouveaux marchés.

L'accès aux marchés internationaux est de première importance pour notre société ainsi que pour beaucoup d'autres.

Au fil des ans, nous avons été confrontés à de nombreuses difficultés en pénétrant de nouveaux marchés : entraves au commerce, lourdes exigences relatives aux visas, règlements discriminatoires, fonctionnaires des douanes imprévisibles et bien d'autres encore.

Naturellement, nos clients s'attendent à ce que nous soutenions leurs activités, où qu'elles soient, et cela de manière rapide et efficace. Les dispositions arbitraires qui réduisent notre capacité à déployer rapidement des équipes et à résoudre les problèmes techniques ont un impact direct sur notre capacité de concurrence efficace.

Une autre de nos préoccupations est la propriété intellectuelle. Les demandes de marques de commerce et de brevets conçus pour protéger la propriété intellectuelle doivent être enregistrées séparément dans différentes juridictions, chacune avec leurs ensembles de règles. Le processus d'enregistrement est long et onéreux. En cas de contestation judiciaire, lorsqu'il faut retenir les services de conseillers juridiques spécialisés dans cette juridiction, la note d'honoraires gonfle rapidement. Cependant, en l'absence de règlements internationaux clairs en matière de propriété intellectuelle, nous n'avons pas le choix.

Dans l'industrie des communications, par exemple, divers organismes nationaux ou supranationaux ont un pouvoir de réglementation. Ils régissent l'attribution du spectre et son utilisation. Principalement, ils visent à assurer la distribution claire, non litigieuse et équitable de cet actif entre les différents utilisateurs. Dans nos quatre principaux marchés (les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et le Canada), il existe quatre différents organismes qui régissent l'utilisation d'un même média pour des applications identiques. Cela crée des dépenses significatives dans la conception des pro-

duits qui respectent le nombre élevé d'exigences. Ces exemples d'empêchement de faire des affaires sur le plan international peuvent être prohibitifs pour une PME et tendent à mettre en veilleuse l'ingéniosité et la croissance.

Les sociétés comme la nôtre alimentent l'économie du pays en créant des emplois à salaire élevé et en contribuant à la prospérité de tous les Canadiens, y compris nos enfants.

Afin de maintenir la vivacité de la concurrence et de motiver les sociétés à continuer d'investir dans le développement de technologies novatrices, les entreprises canadiennes doivent améliorer leur accès à d'autres marchés. Le système actuel a des ratés et, d'après mon expérience, a un parti pris contre les PME qui n'ont pas les ressources nécessaires pour contester les décisions arbitraires ou pour développer leurs connaissances des règles non écrites nécessaires pour soutenir avec succès la concurrence dans les marchés étrangers.

J'applaudis les objectifs des négociations en cours et j'encourage fortement la libéralisation du commerce de services

Des règles commerciales internationales claires, non discriminatoires et prévisibles sont essentielles. C'est pourquoi tous les Canadiens ont intérêt à s'assurer que le Canada, tout comme les États-Unis, l'Union européenne et le Japon, participe aux négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Nous devons nous assurer que nous serons entendus.

Les milieux d'affaires des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon ont entrepris depuis quelque temps déjà des discussions portant sur les négociations commerciales. Il est grand temps que le milieu d'affaires canadien se prononce sur l'importance de ces discussions et qu'il œuvre conjointement avec le gouvernement de notre pays pour faire en sorte que nos préoccupations soient prises en compte et intégrées dans l'accord final.

Après la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995, tous étaient conscients du besoin d'établir des règles internationales claires qui régiront et faciliteront la croissance du commerce international de services. Afin d'assurer que tous les pays, sans égard à leur taille ou à leur puissance, puissent participer librement et avec égalité des droits dans le commerce de services, les pays membres, y compris le Canada, ont convenu de mettre sur pied l'AGCS.

J'applaudis les objectifs des négociations en cours et j'encourage fortement la libéralisation du commerce de services.

Luxe et raffinement. Coeurs de rocker...



IS-300

Un sedan sportif pour les connaisseurs qui aiment regarder la concurrence dans leur rétroviseur.

Pendant 48 mois*	Échange ou comptant
453 \$	6000 \$
526 \$	3000 \$
599 \$	0 \$



RX-300

L'utilitaire sport déjà considéré comme la référence.

Pendant 48 mois*	Échange ou comptant
584 \$	6000 \$
657 \$	3000 \$
729 \$	0 \$

Le seul utilitaire sport de sa catégorie recommandé par le CONSUMER REPORTS MAGAZINE - Special Issue 2001

À la conquête de la perfection. LEXUS

Contactez-nous pour un essai personnalisé.
120, rue Marais, Québec 683-6565

Boulevard
LEXUS TOYOTA

mazda *L'événement* *le printemps* **S'ÉCLATE**

Obtenez **1,9%**[†]
 DE FINANCEMENT
 À L'ACHAT JUSQU'À
 36 MOIS



Mazda Protegé SE 2001

Lauréate du **GUIDE DE L'AUTO 2001**
 de sa catégorie pour une
 deuxième année consécutive.

OU Louez à partir de
199\$
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
 TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
 COMPTANT INITIAL DE 2 250\$

Caractéristiques de série :

- Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD et 4 haut-parleurs
- Volant inclinable • Essuie-glace à balayage intermittent
- Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Console centrale • Bouches de chauffage aux places arrières
- Barres stabilisatrices avant et arrière • Roues de 14 po avec enjoliveurs intégraux • Et plus de 60 autres caractéristiques de série

Mazda Protegé LX 2001

OU Louez à partir de

209\$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
 TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
 COMPTANT INITIAL DE 2 100\$

PLUS PUISSANTE QUE JAMAIS

- Nouveau moteur de 2 L et 130 ch
- Roues de 15 po
- Et toutes les caractéristiques de série de la Protegé SE

GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toutes nouvelles Mazda.



mazda
www.mazda.ca

Les concessionnaires Mazda du Québec

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

Fiers d'être dans
 la course



Le modèle illustré peut différer et est utilisé à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles.

Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda Protegé SE 2001 neuves, modèle D4XM51AR00 et les Mazda Protegé LX 2001 neuves, modèle D4LS51AR00. *Financement consenti par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Exemple de financement à l'achat: 10 000\$ au taux de 1,9%; 36 paiements de 285,99\$; coût d'emprunt de 295,64\$; total à payer de 10 295,64\$. Autres taux de financement disponibles. **Taux de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location-bail au détail pour une période de 48 mois sur les Mazda Protegé SE 2001 neuves et les Mazda Protegé LX 2001 neuves. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 250\$ exigés. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8 ¢ le km additionnel. Immatriculation, assurances et taxes en sus.

Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 19 mars 2001.

LOCATION
MAZDA

PROGRAMME
 MAZDA POUR
 LES DIPLÔMÉS